

Repenser le Développement

Réflexions des Boursiers de la
Fondation Konrad Adenauer



Où allons-nous ?

Table des matières

Introduction (Ute Bocandé)	1
Programme	2
Rapports sur la manifestation	4
Contribution de Pépé Guilavogui	4
Contribution de Rémy Amon Mallet	6
Contribution de Christian Nicolas Tendeng	8
Contributions de Agathe Sagne, Yao Ivah de Souza, Christian Nicolas Tendeng et Olivier Noukpokinnou	9
Textes thématiques.....	21
Casimir Tendeng – Repenser le développement	21
Ibrahima Ndiaye – Réflexions sur le développement	24
Mbaye Seye – Le rôle des langues locales dans l'éducation et le processus de développement en Afrique Subsaharienne : L'exemple du Sénégal.	28
Rémy Amon Mallet – Quel développement pour l'Afrique ?	36
Saidou Kébé – Ethique et politique, ou comment mettre en place des dynamiques de développement.....	38
Fabio Gbadoe – Qu'est ce que l'éthique politique ?	43
Agathe Sagne – Comment je vois mon pays d'ici 30 ans : Problèmes, défis et perspectives	46
Moussa Camara – L'Afrique quinquagénaire : La nécessité d'un nouveau virage	48
Paulin Yera Bindia – Comment je vois mon pays dans trente ans.....	50
Sandra Bassabame – Comment je vois le Gabon dans trente ans.....	52
Yao Yvah de Souza – Comment je vois mon pays d'ici 30 ans.....	54
Sekou Gadjigo – Comment je vois mon pays (le Mali) d'ici 30 ans	60
Christian Nicolas Tendeng – Comment je vois mon pays d'ici 30 ans.....	62
Gata Doré – Que sera mon pays dans 30 ans ? Vision d'un jeune Guinéen...	66

Repenser le développement

Un défi lancé aux boursiers de la FKA Dakar

Depuis une bonne quinzaine d'années, la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal conduit un programme de bourses avec actuellement 32 boursiers. Nous avons commencé « tout petit » avec un ou deux boursiers par an, en début des années 2000, pour arriver à un nombre assez impressionnant actuellement. Mais ce qui est plus important que la quantité, c'est la qualité de nos boursiers. En effet, la FKA n'octroie pas de bourses avec le seul but d'aider des jeunes talents prometteurs. Une condition indispensable pour être intégré dans le programme de la FKA est l'engagement social, politique et associatif. En effet, l'excellence et l'engagement sont les meilleurs gages pour que les jeunes deviennent des décideurs politiques, économiques et sociaux responsables et conscients des enjeux. Nous avons formulé notre invitation en faisant appel à l'expertise de nos jeunes boursiers :

Chers boursiers et anciens boursiers de la FKA Dakar, nous avons le plaisir de vous inviter à la rencontre annuelle de nos boursiers à Palmarin, du vendredi 27 au dimanche 29 avril 2012.

Cette sortie nous permettra de lier connaissance et d'approfondir les liens entre les boursiers, les anciens, les nouveaux, et l'équipe de la FKA, ainsi que de discuter sur un thème qui concerne les élites intellectuelles en premier lieu, surtout dans cette situation d'un « nouveau départ politique »: Repenser le développement.

Nous allons traiter ce sujet en passant par les sous thèmes suivants : 1. Que signifie « développement » ?, 2. Ethique et politique, Programmes politique en théorie et en application, 3. Visions politiques « Comment je vois mon pays d'ici 30 ans ? », tout en adoptant une démarche participative.

*Pour une fois, nous n'aurons pas d'expert « déclaré », en effet, nous avons toutes les ressources humaines nécessaires pour animer d'excellents débats et pour ébaucher des réponses : **VOUS**.*

C'est tout dire. Le volume des textes rassemblés peut donner au lecteur une idée de ce véritable « think tank » qu'est le REBAFKA, le réseau des boursiers et anciens boursiers de la FKA. Nous avons appelé notre programme de bourse : programme de promotion d'élites, et nous sommes heureux de pouvoir vous présenter des échantillons des travaux de ces élites intellectuelles du Sénégal et de la sous-région. En effet, le REBAFKA regroupe des boursiers de plus de 10 pays d'Afrique venus étudier au Sénégal.

Dans ce sens, la Fondation Konrad Adenauer se félicite de pouvoir contribuer à la formation et à la promotion de jeunes brillants intellectuels et acteurs du développement, et cela au niveau panafricain. Ainsi, ces jeunes talents s'investissent à promouvoir l'esprit de Senghor et des pères fondateurs des nations africaines qui ont plaidé pour un partage, un échange fécond et constructif d'idées et de savoir-faire au-delà des frontières pour propulser le développement du continent.

Bonne lecture !

Ute G Bocandé, chargée du programme de bourses de la FKA

Programme

Rencontre annuelle des boursiers de la FKA

Au campement Nanaay chez Victorine à Palmarin

Du vendredi 27 au dimanche 29 avril 2012

Repenser le développement

Vendredi 27 avril 2012

- 13h00 Départ de la FKA Dakar
- 18h00 Arrivée à Palmarin
- 19h30 Dîner
- 20h30 Présentations, introduction dans le programme

Samedi 28 avril 2012

- 8h00 Petit déjeuner
- 9h00 Que signifie « développement »
- Contributions (Gata Doré, Paulin Yéra Bindia, Philomène Ba,
 Rémi Mallet)
- Débats
- 10h30 Pause café
- 11h00 Ethique et politique, ou comment mettre en place des
 dynamiques de développement ?
- Contributions (Fanta Diallo, Fabio Gbadoe, Saidou Kébé)
- Débats

- 13h00 Déjeuner
- 15h00 Voyage à Djiffer (village menacé d'être rayé de la carte à cause de l'érosion côtière due au changement climatique),
Aller en bus, retour en pirogue
- 19h30 Dîner
- 20h30 Débat sur la question environnementale, sketches

Dimanche 29 avril 2012

- 7h30 Messe pour ceux qui souhaitent, dans la salle de conférence
- 8h45 Petit déjeuner
- 9h30 Comment je vois mon pays d'ici 30 ans ? Perspectives,
problèmes, défis et visions.

Contributions (Nicolas Tendeng, Olivier Nounkpokinno, Yao
Ivah De Souza)
Débats
- 11h00 Rencontre du réseau des boursiers de la FKA REBAFKA
Compte rendu du bureau
Attentes des nouveaux boursiers
- 12h00 Présentation des travaux du REBAFKA en plénière
Conclusions et perspectives après la rencontre des boursiers
- 13h00 Déjeuner
- 14h30 Départ sur Dakar

Pépé Guilavogui

Les boursiers de la FKA en séjour rural à Palmarin et à Djiffer

Ils sont près d'une quarantaine, tous des boursiers et anciens boursiers de la fondation allemande Konrad Adenauer, à prendre part à cette sortie annuelle. C'est à Palmarin, dans la région de Fatick, après Joal-Fadiouth, à près de quatre heures de voyage de Dakar, ils ont posé valises avec leurs encadreurs. Plus précisément dans un campement "tout - rustique" au bord de la mer, géré par Mme Victorine et sa famille.

A l'arrivée, l'un des cars qui transportait l'équipe, s'est "planté" dans le sable, juste à l'entrée du campement. Une situation qui a momentanément fait suer les braves garçons qui se sont activés pour tirer le véhicule d'affaire. Heureusement, il y a eu plus de peur que de mal.



Durant les deux jours et demi (l'équipe est arrivée au soir du 27 pour quitter dans l'après-midi du 29 avril), l'emploi du temps était utilement chargé pour les « auto-séminaristes » : ils étaient eux-mêmes les « experts » pour discuter des thématiques à l'ordre du jour, à savoir « Que signifie le Développement ? », « Éthique et politique », « Comment je vois mon pays dans 30 ans ? Problèmes, défis, perspectives et vision ». Ces thèmes ont été abordés presque dans tous les paramètres.

La qualité des exposés et des contributions était d'une pertinence intellectuellement satisfaisante. Cette démarche, initiée par les responsables de la fondation, vise à développer l'expertise chez les boursiers, en vue de les préparer pour leur future carrière professionnelle.

Une visite guidée a été faite à Djiffer, un village de pêcheurs, menacé par l'avancée de la mer et l'érosion marine et dont les populations vivent nonchalamment dans l'insalubrité (les déchets de toute nature traînent sur les plages) et la promiscuité (l'extrême pauvreté est omniprésente). Au retour au campement, l'équipe a eu droit à une promenade en pirogue et en calèche. Très agréable ! Au large du campement qui a accueilli l'équipe, une épave rouillée de navire échoué il y a plusieurs années, interrompt la vue marine. Et les algues



tapissent sporadiquement les plages. Un indicateur naturel que ces lieux sont moins fréquentés par les hommes en masse, toute l'année.

Les séminaristes ont mis à profit cette rencontre pour faire un don d'articles divers (habits, livres, cahiers, crayons noirs, savons, sucre...) au village hôte par l'entremise de l'antenne de Caritas, et aussi pour élire le nouveau bureau du REBAFKA (entendu, Réseau des boursiers et anciens boursiers de la Fondation Konrad Adenauer). Dont la coordination est désormais assurée par Gata Doré, étudiant en licence de journalisme au CESTI, élu presque à l'unanimité pour un mandat d'un an, renouvelable une fois. En remplacement d'Emmanuel Ndiaye, le coordonnateur sortant. Les boursiers ont aussi adopté la charte environnementale du Sénégal.

Le séjour de Palmarin a été une occasion de communion et d'échanges intellectuels fructueux entre les boursiers et leurs encadreurs, en l'occurrence Mme Kolb, la Représentante résidente de la FKA, son mari, son adjointe, Mme Bocandé et les deux stagiaires, Chantal et Olivier.

Palmarin c'est aussi le beau paysage qui, hostile par endroit, à cause de l'ensablement et la salinisation des terres...invite forcément à l'excursion. Vous êtes gratifiés, tout le long du



périple, d'un calme olympien entrecoupé par des chants d'oiseaux, des plages à perte de vue, des cocotiers et palmiers aux feuillages permanemment ventilés, des baobabs géants, de la mangrove, de la faune marine...Et l'émerveillement vous attend au bout. Allez-y, faites vous-mêmes l'expérience. J'avoue, la main sur le cœur, que vous ne serez pas déçus !

Rémy Amon Mallet

Rapport Rencontre Annuelle REBAFKA

La Fondation Konrad Adenauer a organisé un séminaire sur les questions de développement le 27 au 30 Avril 2012 au campement de Nanaay à Palmarin. Cette activité rentre dans le cadre de la rencontre annuelle du réseau des boursiers et anciens boursiers de la Fondation (REBAFKA) . La particularité de cette assemblée réside dans le fait que les différents sujets ont été abordés par les boursiers et non pas par des experts.

C'est dans ce cadre qu'un groupe de cinq membres du réseau a exposé sur « Que signifie le développement ? ». Il s'agit de Rémy Mallet, Paulin Yéra Bindia, Philomène Ba, Gata Doré et Pépé Guilavogui.



Parmi les différentes communications qui se sont tenues lors de la rencontre, Rémy Mallet, étudiant en journalisme a exposé sur « Quel développement pour l'Afrique ? ». Il s'est agit pour lui, de poser la problématique du développement sous l'aspect d'un projet de développement propre à l'Afrique. Il a mis l'accent sur le fait que le développement doit impliquer la responsabilité citoyenne de chacun. Ainsi, selon lui, l'Afrique ne se développera que lorsqu'il existera une participation active des

citoyens qui composent sa population. L'autre aspect important qu'il a souligné est la prise en compte des réalités culturelles afin d'asseoir des programmes conformes à nos aspirations. En somme l'Afrique doit se délier de toute forme d'agencement externe de sa politique interne et mettre en place son propre projet à elle.

Mais il ne peut avoir de développement si l'environnement n'est pas pris en compte. C'est ce qui a expliqué la pertinence du thème traité par Paulin Yéra Bindia, sur la notion de développement durable. L'objectif d'un tel développement selon lui, est de réunir les aspects économiques, sociaux, et écologiques des activités de l'homme. Le but, à l'en croire, est de trouver un équilibre dynamique sur le long terme entre ces aspects. Ces trois dimensions doivent être prises en compte autant par les collectivités, les entreprises que les individus, a-t-il expliqué. Il a par ailleurs développé de l'aspect de la gouvernance comme base important d'un développement à long terme. Cela va permettre une meilleure participation de tous les acteurs de la société au processus de décision.

Quant à Philomène Ba, elle a penché son intervention sur le développement économique et social. Dans son exposé elle a expliqué de développement économique et social comme étant l'ensemble des évolutions positives-techniques, démographiques, sociales- que peut connaître un espace géographique. Cette, selon elle doit être dissociée de la

croissance économique qui elle n'est qu'un aspect essentiel et progressif du développement. Le développement économique qui crée des richesses est selon elle source de progrès dans le sens où il conduit à une progression du niveau de vie, soit à l'amélioration du bien-être social.

Gata Doré, étudiant en journalisme, a axé son propos sur la vision qu'il a pour le développement en Afrique. De son avis, l'Afrique ne doit pas « copier » sur ce qui se fait ailleurs pour tenter d'asseoir son évolution. Il a aussi souligné l'importance de respecter la nature et l'environnement pour un bien être effectif. Le développement en résumé, ne se limite pas au plan économique mais plutôt dans la vulgarisation de valeurs propre à chaque société.

Les aspects du développement qui ont été abordé ont donné un une opportunité à Pépé Guilavogui, journaliste freelance pour relater ses expériences vécues.

Il a insisté dans son exposé sur l'éducation et la formation comme levier économique. Il a par ailleurs indiqué que le développement devrait être impulsé au niveau des autorités étatiques, des communautés à la base ainsi que des citoyens tout en tenant compte des réalités culturelles du milieu. Il a cité l'exemple de l'ONG LALIMA qui en guinée qui s'active dans la promotion de la lecture en milieu rural en initiant les jeunes à cette occupation intellectuelle par la mise en place de salle de lecture. Il a donné aussi en l'exemple d'une coopérative de femmes, qui dans un village, procède par des cotisations pour permettre à chacune d'entre elle sur tirage au sort annuel, d'avoir des moyens pour construire leurs maisons. Ces initiatives vulgarisées, permettront, selon lui, de mieux s'inscrire dans le développement.

A la suite des différentes communications traitées dans ce panel, s'en sont suivies des débats et discussions. Les échanges ont mis l'accent sur les points qui suivent :

- Développer la responsabilité citoyenne
- Nécessité de décentralisation
- Elaboration d'un projet de développement propre à l'Afrique
- Le respect de l'environnement
- Avoir la culture de travail
- L'unité comme socle de développement en Afrique
- Asseoir un une bonne gouvernance

Christian Nicolas Tendeng

Rapport Rencontre Annuelle

Dans le cadre de ses activités, la fondation Konrad ADENAUER (FKA) a organisé cette année la rencontre annuelle de ses boursiers en milieu rural. Elle s'est tenue du 27 au 29 Avril 2012 à Palmarin et a permis aux boursiers de la FKA, nouveaux comme anciens, de se retrouver pour échanger autour de la thématique du développement de l'Afrique : perspectives, problèmes, défis, et vision politique. Ainsi, le temps d'un week-end, la FKA a offert à ses boursiers un cadre de réflexion pour repenser le Développement de l'Afrique à travers l'interrogation suivante : Comment je vois mon pays d'ici 30 ans ?



Il s'agissait pour nous autres boursiers de la FKA de nous pencher sur les maux qui gangrènent nos pays respectifs, donc l'Afrique de manière générale, afin d'établir objectivement les perspectives de développement qui s'offrent à l'Afrique et éventuellement étudier la vision politique adéquate pouvant permettre à nos pays de mettre le cap sur le développement à l'horizon 2042.

Les débats furent très intéressants autour de cette question. En effets, les boursiers ont abordé avec beaucoup de pragmatisme la problématique du

développement de l'Afrique en mettant en exergue les difficultés qui freinent l'essor de notre continent.

Ce fût un séjour très instructif, amical, et tout simplement familial que je me permets de baptiser : La rencontre annuelle de la Grande Famille FKA.

Ce week-end à Palmarin a beaucoup contribué au renforcement des liens d'amitié et de fraternité qui existaient déjà entre les boursiers mais aussi entre boursiers et personnel de la FKA qui forment ensemble ce que j'appelle la GFKA (grande famille-fondation Konrad ADENAUER).

Personnellement, ce séjour de la GFKA à Palmarin m'a énormément marqué et m'a aussi permis de découvrir d'autres centres d'intérêts dans le cadre de mes études. C'est le moment pour moi de rendre, hic et nunc, un vibrant hommage à la fondation Konrad ADENAUER, notre chère fondation. Je m'en vais adresser mes chaleureuses félicitations à toute l'équipe de la FKA pour cette belle initiative et pour l'excellent travail qu'elle ne cesse d'abattre quotidiennement au service du Sénégal et de l'Afrique de manière générale.

Je pense que l'un des plus grands mérites de la FKA c'est d'avoir osé miser sur la jeunesse sénégalaise et africaine en général, en ne ménageant aucun effort pour relever ce défi qui n'est pas des moindres : Merci infiniment pour tout.



Rapport Rencontre Annuelle

Rapport présenté par : Agathe Mossane Sagne, Yao Ivah de Soza, Christian Nicolas Tendeng, Olivier Noukpkinnou

Thème du Séminaire : Repenser le Développement

Sous thème : Comment je vois mon pays d'ici 30 ans ?

- Perspectives
- Problèmes
- Défis
- Vision politique

Introduction Générale

Le Sénégal est une République laïque. C'est un pays d'Afrique de l'Ouest, ouvert sur l'océan Atlantique ; sa capitale est Dakar. Le Sénégal est un pays sous développé avec une superficie de 196 722 km² et une population estimée à 13 millions d'habitants. Le français est la langue officielle au Sénégal toutefois on dénombre plusieurs autres langues codifiées parmi lesquels le wolof qui est la principale langue parlée au Sénégal, et une diversité ethnique qui n'empêche en rien l'unité et la cohésion nationale.

Comment je vois mon pays d'ici 30 ans ? Voilà une bonne interrogation !

Pour répondre à cette question quatre contributions ont été faites en termes de problèmes, défis, perspectives et vision politique.

Tout d'abord Agathe Mossane SAGNE fait un diagnostic partiel qui met à nu les maux qui freinent le développement du Sénégal. Le décor est ainsi bien planté pour la présentation de Yao Ivah DE SOUZA qui propose un développement axé sur les ressources internes et les valeurs traditionnelles Sénégalaises. Ensuite Christian Nicolas TENDENG aborde la question dans une approche plus globale qui touche tous les secteurs vitaux de l'économie de notre pays. Enfin Olivier NOUKPOKINNOU invite à l'adoption du principe du Social Business dans la manière de faire les affaires. Une option qui répond mieux à notre civilisation.

Contribution d'Agathe Mossane Sagne

Notre pays, comme tous les pays africains a toujours été victime de politiques extérieures qui lui sont ensuite imposées (exemple: Politiques d'Ajustement Structurels).

Les faiblesses internes résultantes des structures politiques et socio-économiques et des politiques néolibéraux d'ajustement structurel empêchent le pays à avoir une force politique mondiale et économique.

La faiblesse de la privatisation ou de l'absence d'Etat et de l'Etat de droit et de son corollaire la démocratie politique, économique et sociale;

L'insuffisance alimentaire, les problèmes d'accès aux soins de qualité équitable et égalitaire, la sous-formation de la population, l'économie informelle de survie sont entre autre les maux qui gangrènent notre société sénégalaise.

Pour penser à un développement durable au Sénégal, bon nombre de défis restent à relever à court, moyen et long terme à savoir:

- la promotion de la bonne gouvernance;
- le transfert des ressources (matérielles et financières) de l'Etat aux collectivités locales et la promotion d'un pouvoir politique locale de décision;
- l'insuffisance de ressources humaines (fuites des cerveaux) et financières (dépendance économique) ;
- le logement pour tous et la participation des populations démunies aux processus de prise de décisions;
- l'aménagement urbain durable;
- l'éco-gestion des ressources naturelles, de l'énergie et des déchets;
- la durabilité des conditions sociales et économiques;
- l'intégration régionale;
- l'échange et la solidarité sud-sud et Nord-Sud.

A cet effet, pour aspirer au développement, il faut que la majorité de la population sénégalaise ait une formation supérieure et socio- professionnelle ce qui est loin d'être une réalité au Sénégal. En dehors de ce secteur de l'Education, un des socles sur le quel le pays peut s'appuyer pour décoller économiquement est l'agriculture; malheureusement celle-ci reste toujours rudimentaire et dépendante des changements climatiques (sécheresse, courtes saisons des pluies etc.).

L'agriculture doit être développée par des techniques et technologies modernes qui permettraient non seulement de régler la question de l'autosuffisance alimentaire mais aussi et surtout de jeter les bases du développement avec l'industrialisation à grande échelle qui est jusque là peu diversifiée.

Des milliers d'emplois peuvent également être créés avec des PME et des PMI afin de répondre à l'urgence de l'emploi des jeunes, devoir qui incombe à l'Etat de financer massivement les initiatives de développement : question de volonté politique.

Le recadrage du maillage territorial semble être aussi une nécessité pour le développement par l'érection de pôles de communications (chemin de fer, routes butinées, ports etc.) afin de corriger les déséquilibres régionaux et mettre en place des pôles de développement économiques régionaux pour désengorger la capitale Dakar où tout est concentré.

Dans ce même ordre d'idées, continuer les négociations et les dialogues pour un retour définitif de la paix dans la région naturelle de la Casamance qui est indispensable au développement économique et social du pays.

L'énergie renouvelable pourrait aussi être exploitée (solaire, éolienne etc.) pour palier au coût exorbitant que renferme le secteur de l'énergie et pour la stabilité en fourniture, alléger les dépenses et préserver l'environnement.

Il faut aussi encourager le retour des cerveaux, les émigrés à plus investir à l'échelle nationale et non locale, intégrer davantage la femme dans le tissu économique ainsi qu'à tous les niveaux fondés sur le mérite.

Ces mesures prises à l'échelle nationale si elles peuvent permettre de juguler le sous-développement ne peuvent en aucune manière occulter la dimension supra nationale ou internationale du développement de l'Afrique en général et du Sénégal en particulier.

A cette ère de mondialisation, seule la complémentarité entre les Etats et une Afrique unie, ancrée dans ses valeurs africaines, solidaire où règne la paix et la démocratie donnera corps à l'idéal d'un développement plus juste et plus humain. Ceci illustre les propos de Richard Bach qui dit « Au sein de chacun de nous se trouve le pouvoir de consentir à la santé et à la maladie, à la richesse et la pauvreté, à la liberté et à l'esclavage. C'est nous qui maîtrisons cela et nul autre ».

Donc ce devoir nous incombe aujourd'hui à nous Jeunesse sénégalaise mais aussi africaine d'œuvrer de manière responsable et accepter de servir notre pays et notre continent pour une Afrique prospère et développée.

Un paradis en Afrique oui c'est possible !!!!

Contribution de Yaho Ivah de Souza

Notion complexe, le développement se réfère à des choix de société dans son usage courant. Il fait référence au développement économique. En cela il est assimilé à la croissance économique à laquelle s'ajoute l'amélioration de la répartition du bien-être matériel et social pour une meilleure satisfaction des besoins essentiels. Si d'aucuns la font remonter au siècle des lumières, il va s'en dire que la croyance au progrès amène à considérer que le développement est une visée vers laquelle tendent les différents peuples, les différentes cultures. Le développement s'enracine donc dans un contexte précis de quête de productivité d'un idéal d'accumulation capitaliste. C'est pourquoi certains y voient une notion très européen-centrée. Le Sénégal doit-il se développer en suivant sa propre voie ou faut-il suivre les modèles développés par des auteurs comme : W.W.ROSTOW qui dans sa thèse, nous montre l'itinéraire auquel toute société en quête d'évolution devrait suivre pour aspirer à un changement intégré c'est dans ce même ordre d'idées qu'il nous dresse le passage de la société en 5 grandes étapes :

- La société traditionnelle
- La préparation du décollage économique
- Le décollage économique
- La maturité
- La consommation de masse

En guise de réponse à Rostow nous essayerons d'énumérer les potentialités sur lesquelles le Pays peut bien asseoir son développement mieux des valeurs universelles qui peuvent le sous tendre.

I. LE SENEGAL : UN PAYS A DEVELOPPER PAR SES PROPRES RESSOURCES TERRITORIALES

Pour discuter du développement d'un pays, il est nécessaire mais pas suffisant d'analyser les forces et les faiblesses en lien avec son contexte historique, politique, économique, social, culturel et environnemental. Aussi n'est-il pas pertinent de soulever les potentialités naturelles, physiques, géographiques et humaines en relation avec la connectivité mondialisée ?

En faisant une rétrospective historique, le Sénégal est, a été et sera toujours un avant-poste territorial pour le développement de l'Afrique toute entière. Suite au changement du centre de gravité du commerce africain des côtes de la méditerranée vers l'atlantique, les conquêtes coloniales ont brisé une économie qui, avait un potentiel à la hauteur des économies modernes.

Le Sénégal est une richesse territoriale historique à revitaliser et le pays a les ressources potentielles d'un développement endogène.

Au plan politique, même si nous sommes une jeune démocratie, le contexte sociopolitique du pays est favorable pour une émergence. Le risque pays est presque nul selon les spécialistes de Bale I et Bale II. Pour appréhender un modèle économique du Sénégal, il est important de retracer les leviers territoriaux existants et à valoriser. Le Sénégal jouit d'un climat tropical de type sahélien favorable à une exploitation de l'énergie solaire. Le pays a un potentiel solaire incontournable à même de contrecarrer les difficultés énergétiques liées à une importation de pétrole aux coûts de revient exorbitants et aux impacts écologiques nuisibles à un développement humain durable. Situé en Atlantique Centre Est, le pays bénéficie d'un trait de 750 km de côtes, navigable toute l'année et un plateau continental riche en ressources halieutiques diversifiées.

Avec une population de 13 millions de personnes dont plus de 60% de jeunes en âge active, le territoire a un potentiel et un capital social non encore mis à l'épreuve du développement. Pour ne citer que ces possibilités explicites et implicites vers un décollage dans ce troisième millénaire, il est opportun de soulever quelques éléments à la portée du territoire national.

1. Le Sénégal a besoin de recentrer son développement (toujours exogénétique : irrigation des ressources du pays vers la ville de Dakar et ensuite vers les économies mondiales) sur le maillage économique et social des territoires de l'intérieur vers la sous-région. Sur ce point, un développement centré sur la dynamisation des économies régionales (par exemple la Casamance sur la transformation des fruits en jus, en nectars divers et produits dérivés; le Baol sur la production céréalière et la production d'aliments de bétail en lien avec le recyclage des déchets de l'industrie halieutique, les NTIC et le tertiaire supérieur; la Zone des Niayes dans l'agroindustrie moderne; la Zone sylvo pastorale dans la transformation du lait et des produits carnés; etc....);

2. La valorisation de l'artisanat local par la création des musées Baynound, Casa, Fogni, Wolof, Serer, Peuhl, Malinké, Bassari accompagnés du développement de l'écotourisme dans les milieux naturels des îles du Sine Saloum, de la Petite- Côte, des fleuves Sénégal, Gambie, Casamance entre autres;
3. La mise en œuvre d'une politique d'appropriation de la pharmacopée locale (comme en Chine) par la valorisation des procédés traditionnels (le Toye, le dimbe, le ditakh, le made, etc.. avec l'appui de l'ITA, de l'UCAD, des centres de recherche de l'UGB, et des autres centres d'excellence universitaire)
4. La consolidation de la décentralisation par une meilleure allocation des ressources aux collectivités territoriales. Celles-ci méritent d'être formées à une efficacité et une efficience économique dans la gestion des ressources et des infrastructures socio-sanitaires

II. PERSPECTIVES

A la question de comment nous voyons notre pays d'ici 30 ans, nous osons dire avec plein d'espoir. Nous y croyons car il ya effectivement trois décennies que le MFDC déclencha une rébellion indépendantiste. Depuis le conflit ne s'est jamais véritablement éteint et a fait de milliers de victimes civils et militaires incluant morts et blessés, des dizaines de milliers de déplacés et réfugiés sans qu'on puisse en établir un bilan précis. Cette "guerre oubliée" de la Casamance empoisonne la vie économique et politique. Ce qui anéantit son potentiel agricole et touristique. Cette situation de ni paix ni guerre ne profite qu'à certains individus plus connus sous le vocable Messieurs Casamance déplore certaines ONG de la place. Voilà pourquoi il urge de s'interroger de la nature de vraies discussions et faire une invite au respect de quelques principes et valeurs devant régir toute société civilisée.

Ces principes et valeurs sont indissociables et complémentaires les uns par rapport aux autres en d'autres termes ils doivent s'inscrire dans un tout cohérent pour aspirer à un essor de développement caractérisé par un système hiérarchisé dominant par une répartition équilibrée de la recherche collective, l'entraide entre les personnes. Parmi ces valeurs, nous avons :

- ✚ La justice sociale : elle constitue un outil permettant d'instaurer une répartition plus ou moins équitable et équilibrée des richesses entre membres d'une société. C'est un principe qui a pour sous-jacent non seulement la prise en compte, mais aussi la satisfaction des besoins des toutes les couches en particuliers celles vulnérables. Dans sillage nous pouvons paraphraser la pensée de William Ninacs qui démontre que le concept de justice sociale suppose l'élimination de toutes formes d'exploitation, de marginalisation, d'oppression, de discrimination et d'exclusion.
- ✚ La solidarité : de même que la justice sociale, la notion de solidarité cherche à promouvoir et à développer la concertation. Toute société qui aspire à un changement ne saurait se défaire de cette pratique dont l'objectif fondamental est de créer au sein d'une communauté une assistance mutuelle entre les membres. C'est deçà que relève la nécessité de mettre en évidence l'intérêt convergent qui peut amener les personnes concernées à agir en faveur des intérêts collectifs au détriment de ceux individuels ce qui leur permet de vivre en harmonie, dans un climat social apaisé.

- ✚ La démocratie : C'est une des valeurs qui a fait l'objet de débats passionnés dans les cercles universitaires, de même que les milieux gouvernementaux et non gouvernementaux du monde entier. C'est un principe qui favorise la participation des groupes sociaux défavorisés à promouvoir un fonctionnement démocratique dans leurs espaces de vie commune. Sous un autre regard, cette pratique cherche une parfaite implication et la participation sociale des personnes dans l'oppression de leurs problèmes, leurs besoins ainsi que dans le choix de leurs objectifs et des moyens à mettre en œuvre.
- ✚ L'autonomie : connue sous le nom d'empowerment, elle cherche à accroître le pouvoir personnel et collectif à contrôler sa propre destinée. C'est un concept qui renforce le pouvoir la capacité d'une collectivité à participer pleinement dans les instances décisions.
- ✚ Le respect : A côté de ces valeurs précitées, celle liée au respect occupe une place primordiale dans un processus d'intégration et de changement. Elle a pour postulat de base que toute personne a le droit d'agir librement dans un groupe où une collectivité. C'est la raison pour laquelle elle est considérée comme valeur de référence qui exige le respect de l'individu au niveau de son intégrité, de sa liberté, ses croyances, ses valeurs etc.

✚ Ces principes et valeurs nous rappellent l'exposé que Mme Susanne Vogt (experte en Economie Sociale de Marché du siège de la FKA en Allemagne) avaient animé au grand bonheur des boursiers de la FKA le Mercredi 04 Mai 2011 au siège de la FKA Dakar. Elle disait alors que : "pour équilibrer le principe de la liberté du Marché avec une harmonisation sociale en vue d'accroître la postérité et d'améliorer le niveau de vie, quatre principes sont fondamentaux en l'occurrence :

- La personnalité ;
- L'intérêt commun ;
- La solidarité ;
- Le principe de subsidiarité.

En résumé nous dirons que le Sénégal peut, pourra et devra se développer si nous travaillons simplement pour une appropriation des leviers socioéconomiques et territoriaux existants. Cependant, aucun développement n'est possible dans le bruit, la discorde, la cacophonie, l'oisiveté ou l'inconscience citoyenne. L'ensemble des Sénégalais (politiques, décideurs privés, chercheurs, étudiants, communautés de vie, jeunes, vieux, hommes et femmes) sont appelés à une plus grande ouverture d'esprit pour un décollage imminent de notre TERRITOIRE. Aucune puissance industrielle, Nord Américaine, Européenne ou Asiatique, ne peut nous assister ou nous accompagner dans le développement!!! A nous de nous retrousser les manches pour aller vers l'équité, l'égalité des chances, la responsabilité, le patriotisme, la citoyenneté et la rigueur dans le travail pour un Sénégal épanoui dans l'ensemble de ses localités. Pensons globalement mais agissons localement pour un territoire retrouvé autour de son potentiel académique, social, naturel, culturel, religieux et politique dans une économie épanouie et une gouvernance éprouvée. Ce qui passe nécessairement par l'instauration d'une paix définitive en Casamance et dans les pays de la Sous Région à l'image de la Guinée et du Mali voisin.

Contribution de Christian Nicolas Tendeng

Comment je vois mon pays d'ici 30 ans ? La réponse à cette question peut être résumée en ces termes : UN PAYS DEVELOPPE SENEGALAISEMENT. Cette réponse ne saurait être qualifiée d'onirique car cela est parfaitement réalisable. Cependant le Développement d'un pays exige un préalable qui consiste à faire une analyse rationnelle des perspectives de Développement et des problèmes qui freinent ce Développement. Cette analyse devrait, à terme, établir les défis à relever pour permettre de dégager une vision politique pouvant aboutir au Développement escompté.

Nous aborderons le thème de notre réflexion en essayant de voir dans un premier temps les perspectives de développement qui s'offrent à notre pays, en suite les problèmes qui peuvent freiner l'essor de notre pays vers le Développement, puis nous verrons les défis à relever, et enfin la vision politique adéquate.

LES PERSPECTIVES

A l'horizon 2042, c'est-à-dire d'ici 30 ans, il ne saurait nullement être une exagération que de soutenir que le Sénégal sera un pays Développé. En effet, il existe de réelles perspectives de Développement qui s'offrent à notre pays parmi lesquelles :

- L'éducation et une bonne formation de la jeunesse. Cette formation doit être spécifique et bien ciblée selon les besoins du pays dans tous les secteurs d'activités,
- Une couverture santé effective pour toutes les couches de la population grâce à des mécanismes contrôlés et bien maîtrisés,
- L'industrialisation progressive de l'agriculture et de l'élevage,
- Une meilleure structuration du secteur des transports terrestres,
- Une dynamisation du secteur ferroviaire, condition sine qua non pour le désenclavement de certaines localités du Sénégal telle que la Casamance naturelle,
- Une valorisation et une sécurisation étatique des secteurs névralgiques de notre pays tels que les télécommunications, les transports aériens, le secteur énergétique, et j'en passe.

Notez que la liste est loin d'être exhaustive.

Ces perspectives de Développement citées ci-dessus peuvent paraître quelque part très ambitieuses mais je reste persuadé qu'elles ne sont pas hors de portée pour notre pays qui regorge d'importantes ressources humaines sur le plan intellectuel. Toutefois, il se pose naturellement des problèmes quant à leur effectivité. Parlons-en !

LES PROBLEMES

Il nous est impossible d'énumérer ici tous les obstacles au Développement qui freinent l'émergence de notre pays. Cependant nous pouvons en citer quelques uns :

- L'absence d'un Etat de Droit qui n'existe que dans les textes mais en réalité on constate par exemple l'existence d'une justice à double vitesse,
- Le manque de civisme des Sénégalais qui se caractérise par une indiscipline notoire et un parfait laxisme dans plusieurs secteurs d'activité de notre pays notamment dans ceux des transports publics, du commerce, de l'éducation, et parfois même de la part de nos gouvernants (allusion est toute faite au défunt régime libéral),
- L'instabilité du secteur scolaire et universitaire posant ainsi le problème de la formation des jeunes,
- La montée en puissance du secteur informel due au manque d'emploi surtout des jeunes favorisant ainsi une anarchie progressive dans certains secteurs d'activité de l'économie sénégalaise tel que celui du commerce.

Là aussi notez que la liste n'est pas exhaustive.

Après avoir identifié ces problèmes, essayons de voir les défis qui en résultent car comme nous le savons tous : la gangrène nécessite une intervention chirurgicale et non une simple désinfection de l'épiderme.

LES DEFIS

Les défis consistent essentiellement à :

- Instaurer un réel Etat de Droit qui mettra sur pied une Administration rigoureuse, forte, et dynamique. En d'autres termes éradiquer systématiquement ce que j'appelle le « Massla étatique » constaté dans presque tous les secteurs d'activité,
- Remettre les Sénégalais au travail à tous les niveaux,
- Changer de mentalité tout en sauvegardant nos valeurs traditionnelles. Car comme l'a si bien dit le vénéré Dalai Lama je le cite : « Ouvrez vos bras au changement mais ne laissez pas s'envoler vos valeurs. » fin de citation.
- Encourager le patriotisme à travers des initiatives étatiques allant dans ce sens,
- Miser sur le pragmatisme et non sur le verbalisme.

Certes ces défis ne sont pas des moindres mais ils ne sont pas non plus insurmontables pour une simple raison : Quand on sait où on va et surtout pourquoi on y va, on a plus le droit d'avoir peur de recommencer en cas d'échec ou d'obstacles pressants. A cœur vaillant rien n'est impossible dit-on.

Les difficultés ne manqueront certainement pas mais ayons toujours à l'esprit cette phrase du Président ROOSEVELT qui disait, je le cite :

« Il y a quelque chose de pire dans la vie que de n'avoir pas réussi : c'est de n'avoir pas essayé. » fin de citation.

LA VISION POLITIQUE

« Le genre de graines que je plante détermine le genre de moisson que je récolterai. ». Il me semble que nos gouvernants ne sont pas tellement conscients de la portée de ce proverbe africain qui pourtant résume en une seule phase toute une réalité. A mon sens la principale vision politique du Développement réside essentiellement sur une bonne éducation ainsi qu'une formation adéquate et ciblée des jeunes. C'est cela le roc sur lequel devra s'appuyer notre pays pour prétendre au Développement. Bien évidemment, investir sur la formation de la population jeune sous-tend une valorisation et une redynamisation du secteur tertiaire à travers la création d'industries performantes capables d'absorber les jeunes issus de ces formations.

Tant que nos dirigeants politiques se limitent uniquement à dire que la jeunesse est l'avenir du pays et ne font rien pour assurer valablement la relève, notre pays ne saurait prétendre à quoi que ça soit tend sur le plan du Développement que sur celui de son rang dans l'échiquier politique mondiale car comme l'a si bien dit ce proverbe africain : « On ne demande pas à une souris d'aller séparer les chats qui se battent. ». Alors à bon entendeur, salut !

Je ne saurais terminer mon propos sans rendre, hic et nunc, un vibrant hommage à la fondation Konrad ADENAUER, notre chère fondation.

Je m'en vais adresser mes chaleureuses félicitations à toute l'équipe de la FKA pour l'excellent travail qu'elle ne cesse d'abattre quotidiennement au service du Sénégal et de l'Afrique de manière générale.

Je pense que l'un des grands mérites de la FKA c'est d'avoir osé miser sur la jeunesse sénégalaise et africaine en général en ne ménageant aucun effort pour relever ce défi qui n'est pas des moindres : Merci infiniment pour tout.

Contribution d'Olivier Noukpkinnou

Repenser le développement c'est penser à une autre manière de faire les affaires, rompre avec le système capitaliste tel qu'il est conçu et fonctionne de nos jours.

L'homme doit être considéré dans une dimension non seulement économique mais aussi et surtout sociale. Une réalité que reconnaît le social-business en s'engageant à la promouvoir. Il faut donc faire les affaires dans un double objectif de réaliser de bénéfice financier et de maximiser le bénéfice social.

Savoir l'essentiel à faire et agir en conséquence. C'est mon message pour la jeunesse africaine. Cette jeunesse que j'exhorte à l'application de la formule CAR : Choisir d'Agir pour Réussir.

Comment voyons-nous notre Afrique dans 30 ans ?

Autant que nous sommes nous désirons une Afrique puissante et très développée.

Ce n'est pas utopique et en plus, c'est légitime.

C'est un rêve que nous partageons tous et nous allons le réaliser si nous ne tombons pas dans le piège du capitalisme.

Le système capitaliste tel qu'il est conçu et fonctionne aujourd'hui ne peut nous amener vers l'Afrique de nos rêves. Il faut donc agir pour renverser la tendance.

Selon Nelson Mandela, je cite : « une vision sans actions est un rêve et un rêve sans vision est une perte de temps ». En d'autres termes, si nous voulons réaliser notre rêve de l'Afrique développée, nous devons mettre des actions au service de ce rêve.

Dans mon exposé, je vais partager avec vous les réflexions d'un homme qui s'est engagé à mettre la pauvreté au musée. Il s'agit du père fondateur de la microfinance, le Professeur Muhammad YUNUS.

Dans son livre « Vers un nouveau capitalisme », il nous propose une autre manière de faire des affaires, ce qu'il appelle le social-business.

Le principe fondateur du système capitaliste : c'est la maximisation du profit. L'homme est unidimensionnel, un homo-économique qui est toujours rationnel et qui ne cherche que son intérêt.

En posant que les entreprises doivent nécessairement rechercher un profit maximal, nous avons créé un monde qui ignore le caractère multidimensionnel de la nature humaine. L'homme ne recherche pas que des gains financiers mais il a aussi des gains sociaux comme centre d'intérêt.

QU'EST CE QUE LE SOCIAL-BUSINESS ?

Une entreprise qui gagne de l'argent mais qui n'est pas tendue exclusivement vers la maximisation du profit.

Une entreprise qui consacre ses bénéfices à la diminution des coûts, à la production d'avantages sociaux. Une entreprise qui ne rémunère pas ses actionnaires.

EXEMPLE DE SOCIAL-BUSINESS

Un social-business qui fabrique et vend des produits alimentaires de grande qualité mais relativement peu chers destinés au marché très particulier des enfants pauvres et sous-alimentés.

Un social-business qui conçoit et commercialise des polices d'assurance maladie permettant aux pauvres d'accéder à des soins médicaux abordables

Un social-business qui développe un système de production d'énergies renouvelables et les vend à un prix raisonnable aux communautés rurales qui autrement ne pourraient financer leur accès à l'énergie.

Un social-business recyclant les ordures, eaux usées et autres déchets qui, sans cela pollueraient les zones pauvres ou dépourvues d'un pouvoir politique suffisamment fort pour s'y opposer.

Il y a d'autres exemples comme un organe de presse (journal écrit par exemple), un centre formation de grande renommée, un cabinet d'expertise comptable ou de conseil juridique ou fiscal, etc.

AVANTAGES DU SOCIAL-BUSINESS

- Disponibilité de biens et services de meilleure qualité pour les déshérités ;
- Biens et services au prix plus bas et d'une grande accessibilité ;
- Création d'emploi : les entreprises pourront combler leur besoin en ressources humaines ;
- Le profit dégagé permet à l'entreprise d'élargir son horizon de plusieurs manières : installation dans de nouvelles zones géographiques, diversification des biens et services offerts ou amélioration de leur qualité, augmentation des efforts de recherche et de développement, en adoptant un marketing ou des méthodes de distributions innovantes de façon à toucher les couches les plus déshéritées de la population ;
- Les actionnaires (donateurs) récupèrent leur investissement (leur don) grâce aux profits réalisés mais demeurent propriétaires du social-business. Ils peuvent investir dans d'autres ;
- etc.

Muhammad YUNUS nous propose deux types de social-business. Le premier type est celui détenu par des investisseurs mais qui ne distribue pas de dividendes. Le second est celui dont les actions sont détenues par les couches défavorisées et le profit est distribué à ces dernières.

CE QUE LE SOCIAL-BUSINESS N'EST PAS

Une ONG, une fondation, une coopérative à but non lucratif, une organisation caritative. Un projet conduit dans un objectif social qui facturerait un prix ou des honoraires pour ses produits ou ses services, mais ne serait pas capable de couvrir complètement ses coûts, ne saurait être qualifié de social-business.

Un social-business est conçu et fonctionne comme une entreprise classique : il a des produits, des services, des clients, des marchés et des recettes. Mais le principe de la maximisation du profit est remplacé par celui de bénéfice social. Les profits du social-business restent au sein de l'entreprise.

LA DIFFERENCE ENTRE SOCIAL-BUSINESS ET L'ENTREPRENARIAT SOCIAL

Le social-business est un sous-ensemble de l'entrepreneuriat social. Tous ceux qui créent et gèrent des social-business sont des entrepreneurs sociaux. Mais tous les entrepreneurs sociaux ne sont pas des engagés dans le social-business.

CONCLUSION

Dans 30 ans, je vois mon pays, mon Afrique permettre à tous ses enfants de s'épanouir mais garder dans le même temps sa beauté naturelle. En cela les principaux défis à relever sont : respect de l'environnement, respect de la dignité humaine, justice sociale, pauvreté au musée, unité, intégrité, liberté, etc.

Je pense que l'émergence des social-business aux côtés des entreprises traditionnelles et des organisations à but non lucratif, va nous permettre de relever ses défis. Pourquoi les récoltes de nos paysans ne sont toujours pas bien rémunérées ? Pourquoi les sociétés qui exploitent nos ressources naturelles ont toujours du mal à recruter les populations environnantes ? Pourquoi nos nombreux docteurs ne créent pas des cabinets médicaux dans les zones reculées ? C'est toujours par souci d'économie pour les investisseurs ou la recherche effrénée du profit maximal.

Partageons les expériences de Muhammad YUNUS qui a créé la Grameen Bank destiné à octroyer de crédit aux défavorisés, du jeune docteur togolais qui a créé l'hôpital ambulatoire qui passe de village en village pour examiner et opérer les malades, du jeune béninois qui a créé un groupe scolaire et universitaire avec des centres de formation dans toutes les régions du Bénin et dans certains pays de la sous-région ouest africaine comme le Mali.

Je nous invite à appliquer la formule C.A.R = Choisir d'Agir pour Réussir. Nous devons agir tout de suite et maintenant pour espérer un lendemain meilleur dans 30 ans.

CONCLUSION GENERALE

A la lumière de notre étude, nous pensons qu'il est tout à fait établi qu'il n'est nullement utopique de penser que notre pays a les moyens (surtout en ressources humaines) de mettre le cap sur le Développement à l'horizon 2042. Soyons tous conscients qu'on ne fait jamais ce qui marche mais on fait marcher ce que l'on fait. Un sage africain disait ceci à son enfant : « Mon fils sois acteur de ta vie et non juge et spectateur de celle des autres. ». Cette parole de sagesse nous interpelle et nous invite à être acteurs dans la marche de notre pays vers le Développement et non juges et spectateurs de ce qui se passe dans les pays Développés. Alors agissons tous pour notre pays et pour l'Afrique !

Casimir Tendeng

Repenser le développement

Comme à l'accoutumé, la Fondation Konrad Adenauer a organisée les 27, 28 et 29 Avril 2012 à Palmarin la rencontre annuelle de ses boursiers. Cette rencontre a pour but de lier les connaissances, et d'approfondir les liens entre les anciens, nouveaux boursiers et l'équipe de la Fondation. Elle rentre aussi dans le cadre d'un échange participatif qui concerne les élites intellectuelles africaines en général, et plus particulièrement celles sénégalaise en premier lieu, surtout dans sa situation d'un « nouveau départ politique ». Elle a regroupée plusieurs étudiants de nationalités et de spécialités différentes. Ces derniers durant deux jours, ont réfléchi sur la thématique « Repenser le Développement » qui constitue, un défi majeur pour la plupart des pays du tiers monde. Le choix de cette thématique par la Fondation Konrad Adenauer, a été une belle occasion pour ses étudiants boursiers de discuter sur un thème d'une importance capitale de nos jours. La rencontre a débutée par une introduction de Madame Bocandé, suivi d'une présentation des nouveaux et anciens boursiers et enfin, d'une allocution de Madame Andréa Kolb, Représentante Résidente de la Fondation Konrad Adenauer à Dakar. Dans son discours, Madame Kolb est largement revenu sur la question du développement qui constitue aujourd'hui une préoccupation majeure pour les pays du tiers monde. En effet, selon elle la question du développement date de très longtemps. Depuis la colonisation jusqu'à nos jours, on ne cesse de parler de développement. Certes, Les pays Africains ont subis des injustices de tous genres, cependant, il est temps qu'ils prennent leur responsabilité, afin de développer eux-mêmes leurs pays. C'est le message qu'a lancé, la Représentante Résidente de la Fondation. Le séminaire a ainsi, débuté avec une contribution sur la question que signifie développement ? En effet, il a été noté dans cette contribution que le développement est un concept trop large, vaste. Il n'est pas le même en Afrique, aux Etats Unis, en Europe...Le développement est un tout. Celui durable par exemple, consiste à répondre aux besoins des générations présentes, sans compromettre ceux des générations des futures. Il a comme finalité un équilibre cohérent est viable.

Le développement économique et social quant à lui, est un ensemble de mutations positives qui renferme le développement personnel d'un individu, qui s'engage personnellement à développer sa localité, son pays...Le développement économique et social constitue une amélioration du bien être économique. Ainsi, face à toutes ces définitions, la question quel développement pour l'Afrique se pose.

Le développement dans le contexte actuel constitue, une croissance économique qui rentre en jeu. Or, c'est un tout, c'est-à-dire économique, social éducatif, culturel... Par ailleurs, nous parlons souvent de développement en Afrique, en faisant fit de nos cultures, valeurs..., alors que se sont des facteurs déterminants sur lesquels nous devons nous appuyer pour assoir un développement durable. Il est donc temps, que nous autres africains nous revoyons, notre manière de concevoir le développement. Ce qui nous amène à dire que le développement n'est pas une copie d'une vision externe. En plus, il ne doit pas se voir dans une logique verticale. L'Afrique doit se développer sur la base de projets africains. Cette question a suscité un débat passionnant, avec des interventions qui ont tournés autour du problème de la colonisation, de l'inadéquation des politiques,

programmes...aux réalités africaines, de l'aide au développement, de la dette extérieure, du changement de comportements, de mentalités qui sont considérés comme des obstacles au développement. S'y ajoute, le problème de la bonne gouvernance au niveau interne, régional, sous régional, voire même continental, qui est gage de stabilité. Face à tous ces obstacles, la question de la responsabilité individuelle est posée. Ce qui a donné lieu à une introspection de la part des différents participants par rapport à leur engagement citoyen. Dans le même ordre d'idées, la question de L'éthique et la politique, ou comment mettre en place des dynamiques de développement ? a fait l'objet d'une contribution aussi. Selon les participants, les valeurs telles que l'égalité, la justice, l'équité, la dignité, l'honneur, la patrie... sont les vraies valeurs. Ainsi, le lien entre la politique et l'éthique serait l'application de ces valeurs. Malheureusement, nous notons une absence d'éthique dans les politiques africaines. En témoigne, la corruption, les marchés de grés à grés, les transhumances au niveau des partis politiques, le pillage des deniers publics...Les pouvoirs publics sont les premiers interpellés à ce niveau, car le développement ne peut se faire sans, le respect de la morale et de l'éthique politique, où l'intérêt général doit être au dessus de celui personnel. Ainsi, face à un Sénégal où les valeurs telles que le « djiom », le « fula »...sont relégués au second plan, il a été préconisé une éthique, pour un Sénégal d'éthique ! Pour mieux aborder ce concept, un bref rappel sur les Assises Nationales a été fait. Ce qui a permis de dire, qu'une des bases du NTS et du Mouvement Citoyen est l'éthique qui est issue de ces Assises. Cette éthique prône une nouvelle culture, citoyenneté sénégalaise, une bonne gouvernance... Le nouveau Président avec son gouvernement doivent donc veiller, au respect stricte de l'éthique en se sens, qu'ils président les destinées du pays. Néanmoins, la responsabilité du peuple est aussi engagée dans la mesure où, c'est lui qui élu le Président. Ce qui permet de dire que les responsabilités sont partagées. Tout le monde est concerné. En somme, nous pouvons dire que L'abandon des valeurs traditionnelles africaines est à l'origine de l'absence de l'éthique dans les sphères politiques, universitaires... L'analphabétisme de la majeure partie de la population, joue aussi un rôle important dans cette absence d'éthique. Ce qui a poussé à poser la question suivante est ce que se sont les gouvernants qui n'ont pas d'éthique, ou le peuple qui les a élus ? La réponse à cette question nous amène à dire non, car le politique n'est que le reflet de la société. En réalité, la question de l'éthique pose les problèmes de l'impunité, de l'absence de contrôle citoyen qui nécessite l'engagement de chaque citoyen dans la vie de tous les jours. Pour ce faire, le travail doit commencer au niveau de la base par les assumassions de ses responsabilités...Il urge aussi, de revoir l'orientation des matières, et des contenus à étudier dans le domaine de l'éducation par exemple, de revenir à la pratique, d'être acteurs et penseurs. Aujourd'hui, avec sa situation d'un nouveau départ politique, la question qu'on se pose est : comment nous voyons notre pays d'ici 30 ans ? Perspectives, problèmes, défis et visions. La réponse à cette question a été résumée en ces termes : « UN PAYS DEVELOPPE SENEGALAISEMENT ». Cependant, ce développement exige un préalable qui consiste à une analyse rationnelle des perspectives et problèmes qui le freinent, afin d'établir les défis à relever pour permettre de dégager une vision politique pouvant aboutir au développement escompté. En effet, d'ici 30 ans, le pays sera développé « sénégalaisement », dans la mesure où, il existe de réelles perspectives de développement qui s'offrent à lui. Il s'agit, entre autres d'une bonne éducation et formation de la jeunesse. Toutefois, cette formation doit être spécifique, et bien ciblée

selon les besoins du pays dans tous les secteurs d'activités, d'une couverture santé effective pour toutes les couches de la population grâce à des mécanismes contrôlés et bien maîtrisés, d'une industrialisation progressive de l'agriculture et de l'élevage, d'une dynamisation du secteur ferroviaire, condition sine qua none pour le désenclavement de certaines localités du pays telle que la Casamance naturelle, d'une valorisation et sécurisation étatique des secteurs névralgiques du pays tels que les télécommunications, les transports aériens, routiers, l'énergie...

Par ailleurs, ces perspectives sont confrontées à d'énormes difficultés dans leur effectivité. Nous avons par exemple, le manque de civisme des sénégalais qui se caractérise par une indiscipline notoire et un laxisme observé dans plusieurs secteurs d'activité notamment dans ceux des transports publics, de l'éducation, de la santé..., l'instabilité du secteur scolaire et universitaire posant ainsi le problème de la formation des jeunes,

La montée en puissance du secteur informel due au manque d'emploi surtout des jeunes favorisant ainsi une anarchie progressive dans certains secteurs de l'économie sénégalaise tel que celui du commerce...

Face à toutes ces contraintes, le nouveau gouvernement du Sénégal doit lutter pour l'instauration d'une administration forte, rigoureuse pour un traitement équitable des individus, de changer les mentalités des sénégalais tout en sauvegardant les valeurs traditionnelles, d'encourager le patriotisme à travers des initiatives étatiques allant dans ce sens...

Il est clair que tous ces défis ne sont pas des moindres, mais ils ne sont pas non plus insurmontables, car le pays regorge d'énormes potentialités. Il suffit juste d'avoir une réelle volonté politique de la part des gouvernants de faire changer les choses pour une meilleure amélioration des conditions de vie des populations. Pour ce faire, la vision politique du développement résiderait essentiellement sur une bonne éducation, ainsi qu'une formation adéquate et ciblée des jeunes. Aussi, par une valorisation et redynamisation du secteur tertiaire à travers la création d'industries performantes capables d'absorber les jeunes issus des centres de formation professionnels. Ainsi, pour prétendre à un développement dans nos pays en général, et plus particulièrement au Sénégal, les gouvernants ne doivent pas se limiter à dire que la jeunesse est l'avenir du pays, ils doivent poser des actes concrets.

En somme, vu les perspectives qui s'offrent au pays, des ressources humaines dont il dispose, de sa situation d'un nouveau départ politique, il est tout à fait possible de voir un Sénégal développé d'ici 30 ans. Le mot d'ordre lancé à cette occasion est que chacun soit acteur dans la marche du pays vers le développement, et non juge et spectateur de ce qui se passe dans les pays développés. C'est à la suite de cet appel qu'à pris fin la réflexion sur la thématique : « Repenser le Développement ». Ce fut une occasion encore une fois, pour rendre un vibrant hommage à la Fondation Konrad Adenauer à travers tout son personnel pour cette belle initiative, et pour les innombrables efforts qu'elle ne cesse de déployer pour les populations africaines en général, et plus particulièrement celles Sénégalaises.

Ibrahima Ndiaye

Réflexions sur le développement

Le développement est un terme complexe et flou. Son acception a évolué déterminant les différents paradigmes qui ont eu cours dans l'histoire. Différents courants philosophiques ou idéologiques lui donneront son fondement et décideront de son mode opératoire.

Néanmoins on peut retenir les théories dites économiques ainsi que celle dites sociales.

Les théories de développement par l'économique :

Les premières théories du développement sont définies comme partie intégrante des sciences de l'économie.

Toutes les théories du développement des années 50-60 sont écrites par des économistes. Toutes ces théories ont pour objet d'expliquer comment les pays sous développés peuvent rattraper les pays développés. A cette époque les vieilles nations industrielles sont le modèle à atteindre.

Les théories du développement ont profondément influencé les stratégies mises en place pour "développer" les pays "sous développés".

On distingue plusieurs groupes de théories selon qu'elles s'inspirent d'idéologie (marxiste, libérale) ou de méthodologie (rattrapage, ouverture...)

Théories dites de rattrapage :

Théorie de Rostow :

En 1960 Rostow publie un livre « Les étapes de la croissance économique » et oppose sa théorie du développement au développement de type marxiste. Pour Rostow le développement est un processus historique linéaire passant par des étapes définies, par opposition à la vision dialectique des théories marxistes.

Théorie de Lewis

Cette théorie propose une vision dualiste du développement. Cette vision part du constat que les économies sous développées sont des économies duales. Il y a juxtaposition d'un secteur traditionnel et d'un secteur moderne. D'après cette théorie le secteur capitaliste moderne va absorber le secteur traditionnel par un transfert de main d'œuvre entre le secteur traditionnel et le secteur moderne. Cette théorie s'appuie sur l'évaluation historique de l'Europe.

L'histoire des pays sous développés a en effet montré un transfert du secteur traditionnel vers un nouveau secteur : le secteur informel. Ce n'était donc pas ce sur quoi comptait Lewis.

La grande erreur fut de penser que l'expérience historique singulière de l'Europe était modélisable.

Théorie du développement par l'ouverture

C'est une théorie néoclassique inspirée par Ricardo. Cette théorie se repose sur le principe des avantages comparatifs. Il faut se spécialiser dans le domaine où on est le plus compétitif. Le commerce international devient le facteur de croissance.

Les pays sous développés doivent mettre en valeur leurs avantages comparatifs pour s'insérer dans l'économie mondiale et ainsi se développer. Le libre échange est donc indispensable au développement du tiers monde.

Cette théorie a été mise en pratique par les institutions de Breton Wood : le FMI, la Banque mondiale et le GATT (qui deviendra l'OMC en 1995).

Les avantages des pays sous développés sont l'exportation de matières premières et des produits agricoles de base. Ils ont aussi un avantage comparatif dans la production de bien manufacturés de masse (nécessitant beaucoup de main d'œuvre). Sur cette base il faut donc dessiner la carte de l'organisation internationale du travail. D'après cette organisation l'Afrique doit se spécialiser dans l'exportation de matières premières et l'Asie doit se spécialiser dans la production de bien manufacturés de masse.

Ce néo-ricardisme arrive sur le devant de la scène à partir du début des années 80.

Théories marxistes :

C'est la domination extérieure qui a produit le sous-développement.

Cette théorie a beaucoup marqué les années 60 et 70 et a eu comme défenseurs principaux : Samir Amin, C. Furtado, A.G. Frank, E. Arghiri.

La périphérie a rempli deux grandes fonctions historiques : débouché essentiel pour les produits industriels du nord ces pays ont dégagés des taux de profit supérieurs pour les investissements.

Dans les années 60 la périphérie dégage de meilleurs profits grâce / à cause de la dégradation des termes de l'échange.

Termes de l'échange rapport entre prix des matières premières et le prix des biens manufacturés.

Ces termes de l'échange se sont détériorés en faveur des biens manufacturés. Ceux-ci peuvent se détériorer de manière très brutale.

Par exemple, la Côte d'Ivoire était le premier exportateur de cacao dans les années 60. En 1982 il y a détérioration brutale du prix du cacao. Ceci a eu pour conséquence de rendre difficile le remboursement de la dette.

Il arrive aussi que les termes de l'échange s'apprécient momentanément. La modification des termes de l'échange est en dents de scie avec une tendance vers la détérioration.

Dans les années 70 la grande revendication des pays du sud est l'arrêt de la détérioration des termes de l'échange.

La détérioration s'explique par la faible capacité de négociation des pays du sud. Les prix sont fixés par les places financières extérieures.

Du fait de la raréfaction des matières premières, on se demande si les termes de l'échange sont en train de s'apprécier.

Bilan : ces théories basées essentiellement sur la croissance économique ont montré leur limite à assurer un bien être aux populations. Utilisant comme indicateur le PIB ou le PNB, l'intérêt n'a porté que sur la mesure des richesses produites et non à la redistribution ou à l'utilisation de ces dernières. Les écoles idéologiques ont ainsi vu leur théorie s'effondrer face au contact d'événements comme les chocs pétroliers, les calamités naturelles récurrentes accompagner de beaucoup de tensions sociales et inégalités.

Il s'imposait donc de rechercher un nouveau paradigme.

Théories de développement social :

Dans ce paradigme apparaissent différentes notions qui tendent toutes à dépasser l'aspect uniquement économique du développement pour s'intéresser à des finalités telles que le bien être, la lutte contre la pauvreté et l'environnement.

Ainsi se distinguent les notions et termes suivants :

Développement humain : ce concept a été promu sur la base de l'indicateur de développement humain. Le concept du développement humain est plus large que ce qu'en décrit l'IDH qui n'en est qu'un indicateur, créé par le PNUD pour évaluer ce qui n'était mesuré auparavant qu'avec imprécision. L'indicateur précédent utilisé, le PIB par habitant, ne donne pas d'informations sur le bien-être individuel ou collectif, mais n'évalue que la production économique. Désormais avec l'IDH on mesure le niveau de vie ainsi que des facteurs tels que la santé, l'éducation, les inégalités liées au genre...

Le genre se définit comme la volonté d'assurer la participation sans discriminations liées au sexe de tous les acteurs à leur développement.

Le développement est ainsi participatif en prenant les bénéficiaires comme des acteurs a part entière de leur développement. On ne développe pas a leur place, on développe avec eux.

Le développement se veut ainsi subsidiaire à dire qu'on ne se substitue aux bénéficiaires que dans la mesure où ils ont besoin de solidarité du fait d'une incapacité à agir.

Développement durable ou soutenable : « Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Le développement durable peut être défini par le fait d'atteindre le bien être de l'humanité sans compromettre celui des générations futures. C'est donc un concept de solidarité intergénérationnelle.

Le développement se veut local : avec la décentralisation, le choix des orientations de développement est laissé aux collectivités locales partant aux populations à la base qui prennent en main leur destinée. La dynamique est désormais ascendante partant des réalités de base contrairement aux méthodes anciennes.

Mbaye Seye

Le rôle des langues locales dans l'éducation et le processus de développement en Afrique Subsaharienne : L'exemple du Sénégal.

Note introductive

L'Afrique est le continent qui compte le plus grand nombre de langues avec environ 2000 langues. Le Sénégal, qui constitue le cadre de notre analyse, compte près de 30 langues locales. Cependant aucune d'entre elles n'a le statut de langue officielle, qui ne revient qu'au français, qui doit un tel statut à l'héritage colonial. Or, le multilinguisme pourrait, à maints égards, s'avérer être un levier incontournable pour l'élaboration d'une parfaite communication entre les différents acteurs de développement.

Quel rôle peuvent jouer les langues locales dans la mise en place d'une éducation de qualité ?

Dans quelle mesure celles-ci peuvent –elles contribuer au développement économique d'un pays comme le Sénégal?

Un tel développement est-il possible sans une prise en considération des langues locales dans les différents secteurs politique, économique et éducatif ?

Quelles perspectives peuvent être envisagées dans le sens d'une politique des langues locales au Sénégal?

C'est sur ces différentes questions que nous allons axer notre analyse qui se fixe comme objectif de mettre en exergue l'impact des langues locales dans l'éducation et le processus de développement en Afrique subsaharienne, plus précisément au Sénégal.

2 Historique du Wolof, langue véhiculaire du Sénégal

Il faut noter qu'en Afrique les peuples comprennent et parlent beaucoup de langues. Tel est aussi le cas au Sénégal, où le multilinguisme joue un très grand rôle entre les différentes couches ethniques qui existent dans ce pays dit francophone et situé à l'extrême ouest de l'Afrique occidentale au sud du Sahara. Et parmi les différentes langues qui font sa diversité linguistique on peut citer le Wolof qui est reconnu comme « Lingua Franca ». Presque partout au Sénégal on peut se faire comprendre en Wolof, ce qui fait que cette langue locale occupe une très grande place au sein de la société sénégalaise. Cette domination du Wolof se vérifie aussi par le fait que plus de 90% de la population du Sénégal le parle.

Toutefois, il faut souligner que cette langue orale est répandue sur dans le territoire national et est reconnue en 1978 comme langue nationale au Sénégal. A l'issue d'un décret présidentiel datant de 1971, le gouvernement sénégalais reconnut six (06)

langues locales comme nationales, dont le wolof¹. Avec ce contexte historique dans lequel s'inscrit le Wolof, on voit que l'influence de l'oralité demeure notoire dans les activités et l'évolution des Africains, plus particulièrement des Sénégalais. Ceci se révèle plus clairement dans le processus d'apprentissage des peuples africains à l'école française et surtout à travers les productions des œuvres littéraires d'auteurs africains, étant donné que l'auteur pense profondément sous la dictée de sa propre culture influencée par l'oralité. Ainsi, il est important de faire un diagnostic du problème que le débat des langues suscite.

3 Le problème des langues locales dans l'éducation et la politique linguistique du Sénégal

Les langues officielles ne permettent pas toujours aux apprenants d'appréhender les enseignements qui leur sont transmis à l'école. Ceci remonte à l'ère coloniale qui est à l'origine de l'héritage de ce système éducatif déséquilibré très défavorable à nos réalités africaines. Ainsi on va devoir nous rattraper en imposant l'apprentissage immédiat de nos langues locales codifiées dès l'école primaire ou élémentaire. Ce qui épargnera aux futures générations beaucoup de difficultés auxquelles, à l'heure actuelle, beaucoup d'apprenants sont confrontés dans l'apprentissage et l'assimilation de leurs leçons. Dans le cas précis de l'Afrique sub-saharienne majoritairement francophone, il faut noter l'exemple du Sénégal pour remédier à la crise du système éducatif, comme le souligne le professeur Khadi Fall dans sa contribution *Education, culture, émergence*² :

L'explication de la crise permanente que connaît en général l'école en Afrique subsaharienne et que vit en particulier l'école au Sénégal se trouve dans le maintien de ce système d'éducation des temps coloniaux qui ne facilite pas la communication entre ses principaux acteurs. Il s'agit d'une crise inhérente à un système d'éducation et de formation que nous autres Africains, les principaux intéressés, n'avons pas eu jusqu'ici le courage de changer, malgré tous les colloques, tables rondes et états généraux de l'éducation et de la formation organisés ici et là.³

En plus du déséquilibre noté au sein de presque tous les systèmes éducatifs d'Afrique, surtout subsaharienne, comme c'est le cas avec le Sénégal suscite un réel débat. Ainsi, à l'état actuel où l'apport des langues comme outil de communication entre les peuples, le processus de développement est entraîné d'être repensé autrement, les apories du multilinguisme et l'utilisation du wolof comme langue de communication au Sénégal fait susciter le débat du problème d'intégration dans l'espace ouest-africain.

¹ « 1978 erfolgte in der « Loi constitutionnelle sénégalaise », numéro 76-80, du 28 décembre, die Erklärung der Nationalsprachen: La langue officielle de la République du Sénégal est le français, les langues nationales sont le Diola, le Malinké, le Pulaar, le Sérère, le Soninké et le Wolof ». Rau, Stefanie Regina Alexandra: *Die französische Sprache als potentieller Integrationsfaktor in den Staaten Senegal, Mali und Elfenbeinküste (Inaugural-Dissertation zur Erlangung der Doktorwürde der Philosophischen Fakultät der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität zu Bonn)*, Bonn, 1987, S. 70.

² Fall, Khadi : *Education, culture, émergence*. Sélection d'articles et de conférences (Français et Wolof) ;

¹ère édition limitée : Éditions Kër Baay. Dakar, 2006

²ème édition : Presses Universitaires de Dakar. Dakar, 2008

³ Fall, Khadi: Op. Cit. p 64-65

Il faut souligner le fait que la diversité linguistique et culturelle du Sénégal aussi est d'emblée caractérisé par la rencontre de trois grandes civilisations: celle négro-africaine, arabo-islamique et occidentale française. La civilisation négro-africaine est transmise par les nombreuses langues nationales, dont le wolof, le peul, le sérère etc. qui ont partiellement déterminé la politique linguistique au Sénégal. Avec le terme précis de politique linguistique, on pense à l'intervention de l'état sur la langue et sur les fonctions des différentes langues locales comme étrangères. Selon Ayo Bamgbose, il existe trois types de politique linguistique: la politique linguistique officielle, pédagogique et générale.⁴

Une volonté de nos politiques semble donc ici nécessaire pour mener à bien une réelle politique de l'implication des langues dans le processus de développement.

C'est sur l'importance de cette volonté politique que le linguiste Saliou Mbaye insiste en se référant à Khadi Fall quant il affirme:

(...) sans une volonté politique basée sur un amour sincère et un profond respect pour les populations africaines que les systèmes éducatifs coloniaux obsolètes continuent à maintenir dans l'ignorance, il sera difficile, voire impossible pour les dirigeants politiques actuels de l'ancienne AOF, d'impulser au niveau de leurs États respectifs, un quelconque développement économique significatif.⁵

Passant par la volonté politique, il faut souligner que le Sénégal n'a jamais cessé, depuis les indépendances, à mener une politique linguistique s'appuyant sur les langues locales. Il convient de rappeler à cet effet que dans le cadre constitutionnel la politique linguistique du Sénégal se fonde sur différents textes législatifs dont le premier est la constitution⁶. Dans la constitution sénégalaise il faut noter que les articles 1 et 3 sont consacrés au sujet « langue ». Il est aussi important de rappeler que les lois linguistiques au Sénégal sont institutionnalisées par le décret présidentiel n° 71566 du 21 mai 1971 et la loi n° 91-22 du 16 février 1991 portant sur l'orientation de l'Éducation nationale. Aussi, la loi d'orientation de l'année 1972 donne la possibilité à chaque apprenant sénégalais d'être alphabétisé, en même dans sa langue maternelle et en français. Mais dans les années 2000, la politique linguistique n'allait pas au bout de tous ses objectifs, par manque de volonté politique d'une part et de sensibilisation de la population sénégalaise d'autre part, une population dans laquelle certaines couches sociales s'obstinent à croire que le français est « la langue des possibilités. »

Vu que la politique linguistique doit être en harmonie avec le développement qui est la tâche la plus importante pour les pays en voie de développement comme le Sénégal, il

⁴ **La politique linguistique officielle:** elle reflète les décisions du gouvernement ; **pédagogique** reflète les décisions du Ministère de l'Éducation envers les langues d'instruction à différents niveaux et celle **générale** reflète les idées du peuple ; les langues largement utilisées et acceptées. Cité par Pakarinen, Anu: «Le statut du français en Afrique. La politique linguistique au Mali et au Sénégal.» Mémoire de maîtrise, Université de Tampere, 2009, P. 18, Voir <http://tutkielmat.uta.fi/pdf/gradu03793.pdf> (état du 05.06.11)

⁵ Fall, Khadi: Op. Cit. p 11-12

⁶ SENEGAL (2001), *Constitution de la République du Sénégal* du 22 janvier 2001

est avantageux d'avoir au moins une langue européenne qui peut garantir le côté dynamique et le souhait de promouvoir la coopération entre les pays africains. Ainsi, à travers une synergie des langues locales et celle étrangères, tel le français ou l'anglais, moyen d'ouverture au monde favorisant des relations internationales aussi bien sociales, économiques que culturelles aura déjà été saisi. Comprenant très tôt cela, le gouvernement du Sénégal vise toujours à parfaire sa politique linguistique dans l'optique d'améliorer son développement économique.

4 L'intégration des langues locales dans le système éducatif sénégalais

Le problème majeur du système éducatif de presque tous les pays africains demeure aujourd'hui la négligence, voire sous estimation de leurs propres langues au sein des écoles et instituts d'apprentissage⁷. Pour les efforts consentis à propos de l'introduction des langues locales (parfois même maternelles) dans le système éducatif sénégalais il ne faut pas ne pas mentionner le cas de l'instituteur français Jean Dard. A l'époque ce dernier voulait faire du wolof une langue d'enseignement au Sénégal, et était même parvenu à confectionner des dictionnaires français-wolof, français- bambara et wolof-français. Dans le but d'apprendre la langue française aux étudiants sénégalais, monsieur Dard avait trouvé plus facile et plus pratique d'enseigner le français à travers le wolof, seule langue locale sénégalaise maîtrisée par plus de la moitié des étudiants. Dans son ouvrage Grammaire du Wolof, il explique les difficultés auxquelles les apprenants sénégalais sont confrontés lorsqu'ils sont instruits dans une langue étrangère :

(...) la civilisation des wolofs est plus que négligée ; elle est mise en oubli, puisque l'on a cessé d'instruire les Noirs du Sénégal dans leur propre langage. Car, quoi que l'on en dise, il faut que les Noirs soient instruits dans leur langue maternelle ; sans cela point d'établissements durables, point de civilisation. En effet, de quelle utilité peuvent être des mots français ou anglais répétés par un jeune Africain, quand il ne peut comprendre ce que ces mots signifient dans son propre langage ! Alors il est découragé ; et souvent le premier mois d'étude n'a servi qu'à le dégouter de l'instruction pour toujours.⁸

L'utilisation des langues locales codifiées dans l'éducation est, depuis plusieurs années, effective dans certains pays d'Afrique, tant au niveau de l'éducation de base que dans l'alphabétisation des adultes. Cependant force est de constater que de nombreux obstacles restent encore à franchir. Parmi ceux-ci la réticence des parents à l'alphabétisation de leurs enfants en langues nationales, le manque d'enseignants bien formés, l'insuffisance et la qualité du matériel didactique et pédagogique. Une telle étude s'inscrit aussi dans le projet LASCOLAF (Langues de scolarisation dans l'enseignement fondamental en Afrique subsaharienne francophone). Ce projet est initiée par La Direction des politiques de développement du ministère français des Affaires

⁷ La seule exception serait ici l'école coranique.

⁸ Dard, Jean, cité d'après Koba Yves-Marie Tognon in « Politiques linguistiques de l'Europe, leur impact sur l'Afrique », LIT VERLAG, Hamburg, 2006, p. 85

étrangères et européennes, l'Agence Française de Développement, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Agence universitaire de la Francophonie⁹. Aussi, il sera notamment question de la formation des formateurs, c'est-à-dire l'alphabétisation des adultes (enseignants) dans les langues locales sénégalaises codifiées et par conséquent susceptibles d'être intégrées dans le nouveau système éducatif qui a forte connotation locale.

5 Problèmes, défis, visions et perspectives pour une émergence basée sur les langues locales

Selon les propositions de Khadi Fall pour remédier au problème de l'intégration des langues locales dans le système éducatif en Afrique située au sud du Sahara¹⁰, je proposerais de diviser le Sénégal en quatre (4) grandes zones linguistiques (voir les cartes ci-après), et ceci selon les langues locales codifiées les plus représentées sur le territoire national tel le Malinké, le Toucouleur, le Wolf et le Sérère. De ce fait ces langues majoritairement représentées dans ces zones seraient utilisées comme langues d'enseignement pour éviter le conflit de langues dominantes qui pourrait y résulter. Ce qui pourrait motiver les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Une telle démarche éviterait que ces derniers, dès leur début de scolarisation, ne vivent évidemment pas une totale rupture entre la langue parlée chez eux et celle d'enseignement, comme nous (actuels intellectuels ou élites africains) l'avions vécus autrefois.

Ce qui fait qu'un enfant africain de 5/6 ans qui aura un cycle élémentaire de 05 ans, un cycle moyen de 04 ans et un cycle secondaire de 03 ans vas se retrouver à l'âge de 17/18 ans avec son (bac), 20/21 ans (licence), 22/23 ans (mastère), 25/26 ans (doctorat). Si cette proposition sera adoptée et par conséquent fonctionnelle, l'Afrique en général et le Sénégal en particulier auront produit des élites, agents de développement formés et humanisés sur la base principale de leurs langues locales et cultures.

Ainsi l'usage de langues européennes officielles, notamment celui du français dans le système éducatif en Afrique subsaharienne serait Ce qui expliquerait le nombre d'années du jeune apprenant sénégalais à l'école moyen et au secondaire au bout duquel il aurait appris assez de vocabulaire pour pouvoir comprendre à peu près la signification des concepts. C'est ce que souligne d'ailleurs l'égyptologue historien sénégalais Cheikh Anta Diop dans son ouvrage *Nations Nègres et Cultures*¹¹ Quand il affirme à ce propos :

Le jour même où le jeune Africain entre à l'école, il a suffisamment de sens logique pour saisir le brin de réalité contenu dans l'expression : un point qui se déplace engendre une ligne. Cependant, puisqu'on a choisi de lui enseigner cette réalité dans une langue étrangère, il lui faudra attendre un minimum de 4 à 6 ans, au bout desquels il aura appris

⁹ Il faut noter que cette action est menée dans six (6) pays d'Afrique francophone au Sud du Sahara (Bénin, Burundi, Cameroun, Niger, Sénégal, Burkina Faso), et ceci en accord avec les ministères en charge de l'éducation de ces pays respectifs.

¹⁰ Fall, Khadi : op. cit., voir le chapitre « le défaut de communication », pages 70-73

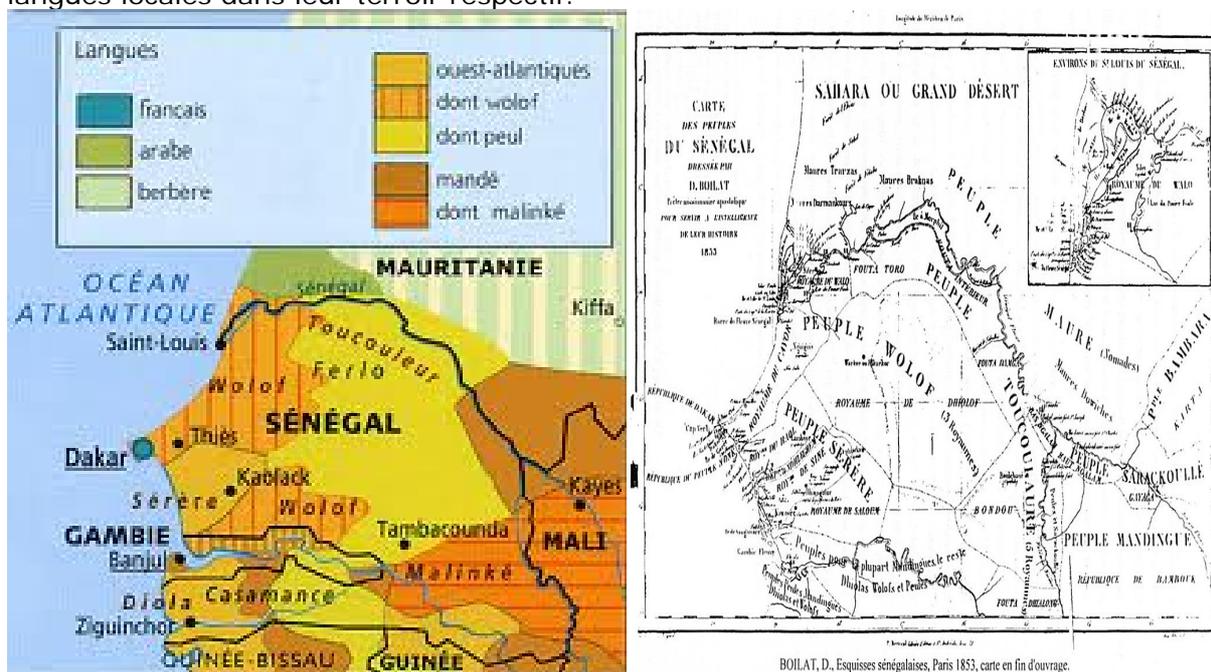
¹¹ Diop Cheikh Anta: *Nations Nègres et Cultures*, Editions Africaines, Paris, 1979

assez de vocabulaire et de grammaire, reçu, en un mot, un instrument d'acquisition de la connaissance, pour qu'on puisse lui enseigner cette parcelle de réalité.¹²

Malgré ce temps passé à l'école l'apprenant africain ne parvient toujours pas à comprendre le vrai sens des mots. En partant de ce constat Khadi Fall souligne le degré de compréhension des apprenants sénégalais qu'elle qualifie d'équilibriste. En ce sens elle affirme:

La compréhension approximative des mots et des concepts qui ne favorise pas pour les apprenants (élèves et étudiants) la maîtrise des cours, commence dès l'école primaire, se poursuit à l'école secondaire et finit, au niveau supérieur, de transformer l'étudiant en un acteur équilibriste, comprenant à peu près le sens des mots et qui, souvent, ne doit sa réussite finale qu'à un coup de chance.¹³

Mais le plus grand problème reste de savoir quelle langue locale utiliser comme langue d'enseignement et dans quelle localité. Avant clore ce chapitre il est nécessaire, sur la base de deux cartes géographiques représentées ci-dessous, de passer en revue l'histoire de la division territoriale des peuples linguistiques au Sénégal et en même temps de montrer l'occupation des différents groupes ethniques pour mieux situer la présence des langues locales dans leur terroir respectif.



Aperçu sur les langues locales au Sénégal et la division territoriale des groupes linguistiques¹⁴

¹² Diop, Cheikh Anta: Op. Cit. , p. 257

¹³ Fall, Khadi: op. cit. P 14

¹⁴ http://www.google.fr/search?q=carte+des+royaumes+au+senegal&hl=de&prmd=imvns&source=lnms&tbn=sch&ei=OqOeT7jTmPOY1AXArMWVDw&sa=X&oi=mode_link&ct=mode&cd=2&ved=OCC8Q_AUoAQ&biw=1366&bih=667 (consulté le 30.04.2012 à 14h)

6 Note de conclusion

Le présent travail fût pour nous l'objet, en nous basant sur la négligence fortement constatée de nos langues locales, l'occasion de passer en revue les maux qui entravent l'émergence africaine. Cette contribution fut l'occasion de montrer l'importance des langues, notamment locales, dans l'éducation, en s'appuyant sur une étude de la situation linguistique du Sénégal

Ainsi, nous avons essayé de montrer la difficulté, voire l'impossibilité de penser à un véritable développement dans le contexte africain sans un recours aux langues locales africaines codifiées et par conséquent susceptible d'être maîtrisées¹⁵ par la plus grande majorité des populations africaines.

Le travail a visé de à l'identification des stratégies les plus appropriées dans le contexte multilingue pouvant contribuer à une plus grande efficacité des politiques linguistiques mises en œuvre dans certains pays africains. Il avait, entre autres, comme objectif d'examiner les interactions entre le français et langues africaines dans les politiques publiques d'éducation et de formation, de formuler des recommandations pour une évolution des actions de coopération éducative dans le domaine du renforcement linguistique et de développement.

Pour montrer l'impact des langues locales, comme le Wolof, dans le processus de développement des pays d'Afrique subsaharienne en général et au Sénégal en particulier, d'où l'utilité d'introduire ces langues qui s'avèrent être plus à même de faciliter une véritable communication. Ce qui nous amène aux questionnements suivants :

La volonté politique de nos Etats et dirigeants africains suffit-elle à elle seule pour pouvoir introduire les langues locales dans nos systèmes éducatifs respectifs ?

L'Afrique mourra-t-elle guérie? Comme c'est le cas avec la Chine, l'Afrique d'une manière générale et le Sénégal en particulier pourront-ils se développer sur la base de leurs propres langues et pas sur celle d'une langue coloniale officiellement officialisée ?

7 Biblio- et webographie sélectives

7.1 Bibliographie

Dard, Jean: cité par d'après Koba Yves-Marie Tognon in « Politiques linguistiques de l'Europe, leur impact sur l'Afrique », LIT VERLAG, Hamburg, 2006

Diop Cheikh Anta: Nations Nègres et Cultures, Editions Africaines, Paris, 1979

Fall, Khadi: Education, culture, émergence. Sélection d'articles et de conférences (Français et Wolof) ; 1^{ère} édition limitée: Éditions Kër Baay. Dakar, Décembre 2006, 2^{ème} édition: Presses Universitaires de Dakar. Dakar, 2008

Rau, Steffanie Regina Alexandra: Die französische Sprache als potentieller Integrationsfaktor in den Staaten Sénégal, Mali und Elfenbeinküste (Inaugural-

¹⁵ A savoir lire, écrire et les parler couramment

Dissertation zur Erlangung der Doktorwürde der Philosophischen Fakultät der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität zu Bonn), Bonn, 1987

7.2 Webographie

http://www.google.fr/search?q=carte+des+royaumes+au+senegal&hl=de&prmd=imvns&source=lnms&tbn=isch&ei=OqOeT7jTMpOY1AXArMWVDw&sa=X&oi=mode_link&ct=mode&cd=2&ved=0CC8Q_AUoAQ&biw=1366&bih=667 consulté le 30.04.2012 à 14h 43
http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/Langues/1div_cont_Afrique.htm idem, à 14h 50
http://www.lexilogos.com/afrique_langues.htm 14.07 idem, à 14h 55
<http://www.dacb.org/f-langues.html> 14.09 idem, à 14h 59
http://fr.wikipedia.org/wiki/Langues_du_S%C3%A9n%C3%A9gal#Histoire idem, à 15h
<http://users.utu.fi/emjume/Senegal-projekti/Memoires/Langues%20au%20Senegal.htm>
http://www.google.fr/imgres?q=les+langues+en+afrique&start=103&hl=de&sa=X&tbn=isch&prmd=imvns&tbnid=6FEet_zJjn-FUM:&imgrefurl=http://mllewilliams.wikispaces.com/Groupe%2BAfrique%2BOccidentale%2Bet%2BLangues%2Ben%2BAfrique&docid=rQEP9XId-RwjtM&imgurl=http://mllewilliams.wikispaces.com/file/view/africa_languages.jpg/95438272/africa_languages.jpg&w=600&h=625&ei=ip2eT9z5JqXQ0QXa_tDuDg&zoom=1&iact=hc&vpx=1079&vpy=105&dur=4949&hovh=229&hovw=220&tx=127&ty=141&sig=112847737340224126747&page=5&tbnh=146&tbnw=140&ndsp=28&ved=1t:429,r:20,s:103,i:106&biw=1366&bih=624 idem, à 15h 25

Rémy Amon Mallet

Quel développement pour l'Afrique ?

Le développement peut être compris comme l'amélioration des conditions et de la qualité de vie d'un peuple. Ceci étant, il doit s'agir quand on parle de développement de penser à la production du au bien-être.

Cependant, dans le contexte de mondialisation qui prévaut aujourd'hui, ce terme recouvre le sens de croissance, c'est-à-dire de création de richesse avec pour toile de fond, le profit, prôné par le capitalisme momentanément triomphant. Cette donne occulte de facto les valeurs de justices sociales et privilégie donc le libre cours à la Finance.

Nos pays, en Afrique, sont depuis les indépendances considérés comme étant sous-développés. Cette considération est basée sur la valeur du taux de croissance, l'indice de développement humain ou encore le produit intérieur brut. Parfois cela découle des jugements de certaines personnes qui siègent dans les bureaux feutrés de Washington.

Or, nous ne saurons ignorées les richesses abondantes qu'à l'Afrique tant sur le plan culturel que sur la plan social.

Ces richesses sont démisées par les stéréotypes de pays dit « développés ». Ces clichés pèsent tant dans nos consciences que nous tentons d'inscrire notre modèle de développement en tentant de les copiés.

Il serait utile, pour nous africains de savoir quel est le type de développement que nous voulons pour nous même.

Il ne faut pas considérer le développement comme la copie d'une vision externe mais plutôt le rechercher au sein des valeurs que nous incarnons.

En Afrique nous avons besoin d'un développement qui prend en compte : nos valeurs, nos us et coutumes.

Mais il ne saurait avoir de développement sans démocratie. Pour le choix du type de démocratie, nous devons choisir la démocratie participative.

Cette dernière va permettre à n'importe quel citoyen d'occuper une place centrale dans le développement.

Les citoyens africains ne doivent plus être en dehors du jeu politique. Ce type de démocratie fondée sur le renforcement de la participation de toutes les couches représentatives de la société à la prise de décision politique va permettre d'enclencher un nouveau type de développement : le développement à la base.

Cela va nous permettre de mieux nous organiser pour une meilleure mobilisation et une meilleure utilisation des ressources et forces dont nous disposons, pour aboutir à de meilleures conditions de vie conformément à nos aspirations et nos normes culturelles.

Enfin, à la question de savoir quel développement pour l'Afrique, nous répondrons que le continent noir doit passer par une autocritique et s'appuyer sur ses riches valeurs pour booster le bien être économique et social des peuples.

Pour se développer, l'Afrique doit se libérer des injonctions imposées de l'extérieur et définir sa propre voie sur la base d'un projet de société africain, pour citer Ki zerbo.

Saidou Kébé

Ethique et politique, ou comment mettre en place des dynamiques de développement

PLAN

INTRODUCTION

1/ Définition de l'éthique et de la politique

A : Ethique

B : Politique

2/ Les relations infernales entre Ethique et Politique

A : Absence de l'éthique en politique: source de tous les maux

B : Une nécessité d'éthique en politique pour tout développement

Madame la Représentante Résidente de La FKA

Madame la chargée des programmes, conseillère scientifique

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs les Boursiers et anciens boursiers

Les années passées comme nous l'avons tous remarqué les travaux étaient effectués par des spécialistes et d'éminents professeurs mais cette année la Fondation a placé sa confiance en ses boursiers, initiative à saluer. L'exposant n'est ni un professeur donc, un spécialiste à la matière non plus, mais un étudiant en Science Politique d'où mon rapprochement au thème en général et au sujet en particulier.

INTRODUCTION

« Servir au lieu de se servir » Kéba Mbaye

Thème d'éternelle actualité, la relation entre éthique et politique ne peut manquer de nous interpeler. Partis politiques ou fonctionnaires, étudiants, élèves ou citoyens tout court, personne ne semble échapper à des actes que l'on peut difficilement juger à une éthique digne de ce nom. L'annonce d'un cas de fraude ou de corruption dans lequel le secteur public joue un rôle clé est devenue banale. Tel est le constat de départ de ce travail qui démontre par ailleurs que la globalisation ne fait qu'accroître ce danger.

L'objectif de notre travail n'est nullement de disséquer l'un ou l'autre partie ou de faire de la casuistique, mais de voir l'impact de l'éthique en politique après une brève définition des deux concepts.

I : Définition de l'éthique et de la politique

A : Ethique

L'éthique peut être définie par la philosophie dont certains en ont consacré des travaux importants. Pour ces derniers l'éthique est considéré comme l'une des branches de la

philosophie tout comme la physique ou la logique. C'est dans ce sens que Kant dira « il s'agit de connaître les normes de la nature, c'est-à-dire de la raison ».

Pour Epicure, l'éthique est « la théorie que l'Homme doit mener pour conduire sa vie et parvenir au bonheur ». Ainsi d'autres philosophes ont d'autres conceptions de l'éthique car étant une notion polysémique. Après ses deux définitions classiques des philosophes essayons de voir cette définition lato sensus, contemporaine et spécifique au Sénégal et en Afrique en général.

« L'éthique, aujourd'hui nous paraît comme un ensemble des règles écrites ou non écrites, inspirées par la morale pratique et qui doivent être respectées dans la vie professionnelle et dans la vie de tous les jours. Dès lors l'éthique devient une « formule de vie » commune à toute une société dans le sens des sociologues ». Kéba Mbaye

B : Politique

« La politique est l'organisation méthodique, théorique et éventuellement pratique des actions d'un gouvernement au pouvoir sur des bases conceptuelles définies et finalisées en vue de maintenir l'équilibre social nécessaire au développement optimal et à la cohérence d'un ensemble territorial et de sa population ainsi que l'évolution de leur rapport avec d'autres ensembles gouvernés. » Nicolas Schöffer (1912-1992)

II : Les relations infernales entre Ethique et Politique

L'éthique est au centre de la vie politique de son absence catastrophique(A) à sa présence comme source de tout développement(B)

A : Absence de l'éthique en politique: source de tous les maux

Nous suivons ici l'approche du philosophe américain Saul Kripke, qui affirme qu'un concept ne peut jamais être appréhendé en totalité mais seulement être évoqué. Si nous adaptons cette approche au concept d'un comportement non éthique, nous pouvons pleinement nous satisfaire de l'approche décrite ci-dessus. Une définition exhaustive n'est ni possible ni souhaitable. Nous illustrerons à l'aide de quelques exemples le fait que cette approche est plus pragmatique qu'il n'y paraît de prime abord. Nous voulons à tout prix éviter en cela de tomber dans des études de cas. Libre au lecteur qui le souhaite d'associer les situations évoquées à des cas concrets. Pour notre part, nous nous en tiendrons à l'adage qui veut que toute ressemblance avec des faits réels soit purement fortuite. Rappelons que le comportement non éthique se révèle dès lors que nous ne respectons plus notre rôle dans la société. Le vendeur qui prend la place de l'acheteur nous en fournit un exemple classique. L'homme d'affaires qui veut vendre au secteur public en faisant appel à la technique des pots-de-vin se met de facto, dans la situation d'acheteur, dans la mesure où il lui est proposé d'acheter les « droits de vente ». Ainsi, le vendeur devient acheteur. Le prix convenu sera un prix dérivé basé sur le montant et la rentabilité de la transaction principale. Dans la transaction principale, l'acheteur est acheteur et le vendeur est vendeur. Chacun joue son rôle. Pourtant, la transaction principale sera, elle aussi, contaminée par la transaction secondaire qui en dérive. En effet, les conditions de vente déterminées contractuellement ou encore à fixer de la transaction principale seront déterminées par les caractéristiques de la transaction dérivée, corrompue. Les relations normales entre vendeur et acheteur sont donc atteintes par cette transaction qui entraîne un renversement des rôles. Cette contamination identitaire des deux intervenants a pour effet qu'aussi bien le vendeur que l'acheteur, quels qu'ils soient, se meuvent sur des sables mouvants. Autre exemple. Un

bureau d'études renommé, censé mener un audit approfondi et objectif, est manipulé pour servir d'alibi, par exemple pour justifier la réorganisation d'une structure publique allant de pair avec des réductions d'effectifs, voire avec le licenciement des dirigeants. L'auditeur sait qu'une certaine complaisance de la part de son bureau lui vaudra sans doute diverses missions. La condition pour ce faire est que l'audit parvienne, soi-disant en toute objectivité, à certaines conclusions. L'auditeur qui accepte de telles propositions, voire qui les induit, perd son identité. Il cesse d'être auditeur et devient vendeur. Cette forme de clientélisme réduit en fait l'auditeur à obéir aux instructions du client au lieu d'écouter (audire) les éléments qui devraient le conduire à une description objective du fonctionnement de l'organisation. C'est le client qui insinue les conditions de l'audit à réaliser et non plus l'auditeur qui conseille sur la base des résultats de son audit. Le client devient auditeur et l'auditeur devient vendeur. Cette double perte d'identité montre, sur la base de la définition que nous avons donnée plus haut, que nous sommes ici en présence d'un acte de corruption, qui, une fois de plus, entame la liberté de chacune des parties. Le même raisonnement vaut pour les évaluateurs qui doivent estimer l'impact de certaines stratégies d'entreprise ou de certains programmes politiques. L'évaluateur ex-ante, c'est-à-dire celui qui doit évaluer un programme ou une stratégie afin de permettre aux responsables de décider de leur éventuelle mise en œuvre, peut avoir intérêt à ce que l'affaire se fasse, étant donné qu'il est susceptible d'être impliqué lui-même dans la mise en œuvre et qu'une évaluation ex-post ou au cours de la mise en œuvre pourra s'avérer nécessaire. L'évaluateur ex-post se trouve à peu près dans la même position que celle de l'auditeur. L'évaluateur qui se laisse dicter sa conduite par de tels critères cesse d'être ce tiers qui, comme le dit le philosophe américain Tomas Nagel, adopte une « view from nowhere », pour devenir partie prenante. On peut se demander qui va évaluer un tel effet. Et qui, dans un tel contexte, pourrait croire qu'une évaluation du plan takall par exemple peut se faire de façon objective à quelques mois des élections ? Ce raisonnement reste valable également si l'évaluateur est un institut scientifique public. Lorsque l'on fait analyser le programme électoral d'un parti politique par une université, on recherche un label à apposer sur un plan qui repose rarement sur des fondements scientifiques. Et l'on peut poursuivre sur le même model. Le chômeur qui travaille au noir cesse d'être chômeur, même s'il conserve les avantages afférents à cette identité. Les syndicats qui l'aideraient à échapper aux contrôles ne poursuivent plus le but des organisations qui étaient à la base du droit au travail, comme ils l'ont exigé et obtenu lors de la conférence de Lyon. Celui qui donne du travail au chômeur, sans que le statut s'en trouve modifié, devient employeur de fait sans assumer les droits et les devoirs que cela devrait entraîner. Et l'homme politique qui ne prend pas ce problème au sérieux ne sert pas l'intérêt général, tout au mieux l'intérêt de son parti à court terme. Le fonctionnaire qui se laisse « acheter » oublie momentanément son identité de fonctionnaire, c'est-à-dire de personne qui travaille dans l'intérêt général et qui est donc rémunéré sur des fonds publics, pour se laisser acheter par le secteur privé. Peu importe qu'il s'agisse d'un petit fonctionnaire, selon l'expression consacrée, ou d'un responsable exerçant des fonctions au niveau du gouvernement. Il est probable que plus d'un lecteur s'est reconnu dans l'une ou l'autre des situations décrites. Vraisemblablement, la parole biblique s'applique ici : « que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre ». Pourtant, les exemples cités ne représentent qu'une sélection dans la vaste gamme de phénomènes que nous offre la panoplie des actes que l'on peut difficilement catégoriser comme éthiques.

B : Une nécessité d'éthique en politique pour tout développement

Quel est le rôle des pouvoirs publics dans tout cela ? Leur première mission est bien sûr de donner l'exemple. Celui qui choisit de travailler dans le secteur public, y compris dans l'enseignement, devrait le faire en premier lieu poussé par la volonté de réaliser quelque chose dans l'intérêt général. Même si cela peut paraître un cliché, nous ne devons pas oublier que les pouvoirs publics doivent contribuer à la construction progressive d'une meilleure société. Celui qui ne souscrit pas à cet objectif ferait mieux de suivre une autre voie, plus en adéquation avec son identité, sans qu'aucune connotation ne soit attachée là encore au choix en question. Une personne au service de l'Etat, comme l'est un responsable politique, incarne l'Etat et s'il a du respect pour lui-même et pour son choix de vie, il pourra sans remords résister à toute tentation de corruption. Tout fait de corruption l'éloigne en effet, du but qui constitue le fondement de son choix de vie. Comment un fonctionnaire d'Etat qui se respecte et qui se prête à des faits de corruption pourrait-il encore trouver un sens à sa vie conformément à l'importance qu'il attache, ou qu'il devrait attacher, à l'intérêt général ? Si un tel climat pouvait régner au sein des services publics, chacun comprendrait peu à peu que toute proposition indécente est déplacée et vouée à l'échec. Ce climat pourrait ensuite gagner l'ensemble de l'économie. Les transactions conclues avec les pouvoirs publics se situent alors dans une atmosphère d'ouverture et de sérénité. N'oublions pas que nous parlons ici d'une partie de l'économie qui représente environ la moitié du total. En outre, si un tel climat règne dans le secteur public, il finira par gagner d'une façon ou d'autre la sphère privée. Si cela était, on pourrait interrompre ainsi la spirale de la corruption qui érige, dans tous les pays, de telles pratiques au rang de sport national. Si, dans un tel contexte, la tentation de la corruption s'avère trop forte pour un être humain trop faible, il sera de plus en plus difficile de trouver le bon partenaire. Car la corruption est, on l'a dit, un phénomène intersubjectif. Nous sommes conscients qu'un tel changement de mentalité n'est pas simple à opérer et que d'aucuns taxeront l'auteur de ces lignes, d'utopiste, étranger à ce monde. Mais ce changement n'est pas impossible. Nous pouvons l'illustrer en recourant à l'exemple des fumeurs. Alors qu'un non fumeur était considéré il y a une dizaine d'années comme une personne austère et asociale, on assiste à un retournement manifeste. La politique active des pouvoirs publics au travers des campagnes de lutte anti-tabac et des réglementations n'y est pas pour rien. On n'attache bien sûr qu'une faible réprobation morale au fait de fumer et l'analogie entre la consommation de tabac et la corruption ne vaut pas tant en fonction de la similitude des comportements mais par la méthode qui permet de produire un profond changement de mentalité. En effet, c'est une connotation morale fortement négative qui est attachée à la corruption. La similitude tient plutôt à la perception de la corruption. On ne peut pas voir d'un bon œil, le fait que la corruption prolifère partout. La corruption est et reste immorale et dégradante pour l'être humain. Une attitude adéquate vis-à-vis de la corruption ne peut donc pas être dictée par son foisonnement. En d'autres mots, les normes ne peuvent pas être calquées sur ce que tout le monde trouve normal. Un changement de mentalité dans le bon sens, à l'égard de la corruption, peut être suscité par diverses actions positives. Outre leur rôle d'exemple, les pouvoirs publics doivent lancer une campagne d'information. Les médias doivent analyser ce qu'ils peuvent entreprendre avec leur pouvoir quasiment illimité. Cette approche positive doit malheureusement être complétée par des règlements et des

mesures répressives. La lutte contre les pots-de-vin et la corruption est l'une des priorités de l'OCDE, et plusieurs initiatives intéressantes ont été prises. On relèvera deux éléments : la recommandation de non-déductibilité des dépenses liées aux commissions commerciales et la convention de lutte contre la corruption. Au niveau national, il n'est plus acceptable qu'un individu reconnu coupable de corruption lors de l'attribution d'un marché public puisse, faute d'une communication interne adéquate, concourir dans d'autres appels d'offres publics. Les instruments mis à notre disposition à l'ère des technologies de l'information qui ne cessent de se développer peuvent s'avérer utiles ici. Une coordination régionale, nationale et européenne en la matière est indispensable. Des contrôles stricts et coordonnés resteront malheureusement nécessaires dans notre société humaine, trop humaine, comme le disait Nietzsche.

CONCLUSION

Pour que survienne le règne de l'éthique, il faut trois conditions :

D'abord légiférer certaines règles de l'éthique en obligations erga omnes, comme disait feu le juge kéba mbye .

Ensuite il faut l'indépendance de la justice garant des libertés individuelles et collectives.

Pour cela il faut des magistrats bien traités et indépendants.

Et enfin il est indispensable de faire des études supérieures pour devenir des cadres de haut niveau pour la réhabilitation de la fonction technique au détriment de la fonction politicienne.

« Alors debout comme dit notre hymne, pour bâtir une Afrique uni autour du travail, de l'éthique et de l'intérêt général. C'est un choix fondamental. Il faut que l'éthique triomphe en Afrique. Le Réseau des Boursiers et Anciens Boursiers de la Fondation Konrad Adenauer (REBAFKA) doit donner l'exemple.

Merci à Dado Sow étudiante en Licence 3 de Science Politique qui m'a appuyé dans mes recherches.

Merci à vous tous pour votre aimable attention et votre patience.

Komla Fabio Gbadoe

Qu'est-ce que l'éthique politique ?

Il y a toujours eu des valeurs, implicites ou explicites, à l'origine de toute connaissance ou de pratiques humaines.

Certains diront que peu importe le chemin que l'on prend, la fin justifie les moyens, alors que pour d'autres, des valeurs, telles que la justice, l'égalité ou l'humanisme, jugées universelles, peuvent constituer le fondement normatif de l'action sociale.

C'est cet ensemble de valeurs que l'on classe sous la sphère de la morale dont le domaine philosophique qui en fait l'étude est l'éthique. Contrairement à la justice, l'éthique ne dispose pas de moyens coercitifs. On parle là plutôt de conscience. Aristote, Foucault en exemple

La politique, elle se présente comme un domaine de tout ce qui concerne la vie en commun et les règles qui la rendent possible.

Le lien entre l'éthique et la politique serait donc l'applicabilité de ses valeurs citées plus haut pour dans la sphère politique. Ceci dans l'objectif de rendre l'arène politique beaucoup plus saine.

L'action juste, éthique, devrait donc être au cœur de tout acte et de toute décision politique.

L'action juste, le bien être des populations devraient en principe prendre le dessus sur les calculs politiques qui ne pense la plupart du temps qu'à assouvir leur appétence.

Comme le disait le journaliste Jérôme Vidal, « ce qui fait vraiment défaut à la pratique politique, c'est le souci du quotidien »

Un récent problème d'éthique politique s'est posé au Sénégal. Portant sur la candidature de Wade. Je ne vais pas prendre partie pour dire qu'il avait le droit d'être candidat ou pas. Mais quel qu'il en soit, que constitutionnellement, il puisse être candidat ou pas, il se posait un problème d'éthique politique. Indépendamment de la constitution, la morale politique ne lui permettait pas d'être candidat. Parce que l'esprit de la constitution était de ne plus permettre à une même personne de faire plus de deux mandats, quel qu'il en soit. Et quelle que soit la manière.

Et pourtant, une politique « éthique » est-elle possible

La transition est donc toute trouvée pour passer à l'exposé de Saïdou Kébé qui va nous parler de l'éthique politique contemporaine au Sénégal et en Afrique, il va aborder des points comme la corruption, éthique comme source de développement avec un le point de vue d'un grand monsieur de la politique sénégalaise, Kéba Mbaye

Fatou, adjointe au maire de Point E, Amitié, Fann va essayé de répondre comme elle s'est si bien le faire à la question quel éthique politique au Sénégal à partir de 2012 ?

Observations

L'éthique ne dispose pas de moyens coercitifs

Les valeurs qui sous-tendent

Pas de limite de mandat ds la constitution américaine, c'est une question d'élégance politique.

« Il n'y a pas à chercher de fondement éthique à la politique, mais que le travail éthique, du moins un certain travail éthique est politique »

Questions et Débats

René : Traitement idyllique du sujet, appeler les politiques à être éthique est utopique, il faut donc intégrer ces valeurs éthiques dans les règles juridiques. Que ces lois fassent transparaître les valeurs des sociétés. Que ces valeurs soient prises en compte par la législation.

Moussa : La politique sans la morale n'est rien. Certes elle n'est pas coercitive mais c'est elle qui peut amener un homme politique à se surpasser. Un homme politique sans éthique, c'est comme un assassin en puissance.

Mansour : L'éthique c'est nos coutumes.

Birima : Établir un rapport entre la politique et les valeurs. Mais quelle valeur ? Machiavel « il arrivera des moments où ni l'éthique ni la morale ni le droit ne seront plus avec vous, dans ce cas, il faut y aller avec la force. » L'empirisme et la prescription, le lien entre les deux est très minime.

Coercisé l'éthique reviendrait à mettre en place des règles politiques en ce sens. Éviter que la politique ne devienne une fonction, un gagne pain, elle devrait être une fin en soi, mais une fin en soi noble.

Olivier : L'éthique en politique c'est une question d'élégance.

Le problème d'éthique se pose dans la manière dont les politiciens sont venus au pouvoir.

Billal : l'éthique peut être coercitive, elle peut être sanctionnée dans le vote démocratique.

Serge : On ne peut pas se dire être là pour le peuple et ne pas se soucier de ses problèmes.

Awa : Une éducation civique sur la portée de l'acte de vote doit être donnée aux populations. Y a que la population que peut garantir cette éthique politique, malheureusement, la population sénégalaise n'est pas assez outillé (intellectuellement) pour garantir cette éthique.

Jérémie : pas confondre éthique et déontologie. L'éthique c'est nos « bonnes coutumes »

Fanta : Le politique n'est que le reflet de la société.

Ute : on ne peut pas coercisé l'éthique car les lois existent sauf qu'elles ne sont pas appliquées. C'est aux citoyens de servir de garde fou aux politiciens.

La colonisation est un mal ... et il n'était pas nécessaire. La colonisation a tout détruit, toutes nos valeurs et traditions.

C'est vous les penseurs, les concepteurs mais aussi les acteurs de l'avenir.

Agathe Mossane Sagne

Comment je vois mon pays d'ici 30 ans : problèmes, défis et perspectives

Notre pays, comme tous les pays africains a toujours été victime de politiques extérieures qui lui sont ensuite imposées (exemple: Politiques d'Ajustement Structurels).

Les faiblesses internes résultantes des structures politiques et socio-économiques et des politiques néolibérales d'ajustement structurel empêchent le pays à avoir une force politique mondial et économique.

La faiblesse de la privatisation ou de l'absence d'Etat et de l'Etat de droit et de son corollaire la démocratie politique, économique et social;

L'insuffisance alimentaire, les problèmes d'accès aux soins de qualité équitable et égalitaire, la sous-formation de la population, l'économie informelle de survie sont entre autre les maux qui gangrènent notre société sénégalaise.

Pour penser à un développement durable au Sénégal, bon nombre de défis restent à relever à court, moyen et long terme à savoir:

- la promotion de la bonne gouvernance;
- le transfert des ressources (matérielles et financières) de l'Etat aux collectivités locales et la promotion d'un pouvoir politique locale de décision;
- l'insuffisance de ressources humaines (fuites des cerveaux) et financières (dépendance économique) ;
- le logement pour tous et la participation des populations démunies aux processus de prise de décisions;
- l'aménagement urbain durable;
- l'éco-gestion des ressources naturelles, de l'énergie et des déchets;
- la durabilité des conditions sociales et économiques;
- l'intégration régionale;
- l'échange et la solidarité sud-sud et Nord-Sud.

A cet effet, pour aspirer au développement, il faut que la majorité de la population sénégalaise ait une formation supérieur et socio- professionnelle ce qui est loin d'être une réalité au Sénégal. En dehors de ce secteur de l'Education, un des socles sur le quel le pays peut s'appuyer pour décoller économiquement est l'agriculture; malheureusement celle-ci reste toujours rudimentaire et dépendante des changements climatiques (sécheresse, courtes saisons des pluies etc.). L'agriculture doit être développée par des techniques et technologies modernes qui permettraient non seulement de régler la question de l'autosuffisance alimentaire mais aussi et surtout de jeter les bases du développement avec l'industrialisation à grande échelle qui est jusque là peu diversifiée.

Des milliers d'emplois peuvent également être créés avec des PME et des PMI afin de répondre à l'urgence de l'emploi des jeunes, devoir qui incombe à l'Etat de financer massivement les initiatives de développement : question de volonté politique.

Le recadrage du maillage territorial semble être aussi une nécessité pour le développement par l'érection de pôles de communications (chemin de fer, routes butinés, ports etc.) afin de corriger les déséquilibres régionaux et mettre en place des pôles de développement économiques régionaux pour désengorger la capital Dakar où tout est concentré.

Dans ce même ordre d'idées, continuer les négociations et les dialogues pour un retour définitif de la paix dans la région naturelle de la Casamance qui est indispensable au développement économique et social du pays.

L'énergie renouvelable pourrait aussi être exploitée (solaire, éolienne etc.) pour palier au coût exorbitant que renferme le secteur de l'énergie et pour la stabilité en fourniture, alléger les dépenses et préserver l'environnement.

Il faut aussi encourager le retour des cerveaux, les émigrés à plus investir à l'échelle nationale et non local, intégrer davantage la femme dans le tissu économique ainsi qu'à tout les niveaux fondé sur le mérite.

Ces mesures prises à l'échelle nationale si elles peuvent permettre de juguler le sous développement ne peuvent en aucune manière occulter la dimension supra national ou internationale du développement de l'Afrique en général et du Sénégal en particulier.

A cette ère de mondialisation, seule la complémentarité entre les Etats et une Afrique unie, ancrée dans ses valeurs africaines, solidaire ou règne la paix et la démocratie donnera corps à l'idéal d'un développement plus juste et plus humain. Ceci illustre les propos de Richard Bach qui dit « Au sein de chacun de nous se trouve le pouvoir de consentir à la santé et à la maladie, à la richesse et la pauvreté, à la liberté et à l'esclavage. C'est nous qui maitrisons cela et nul autre ».

Donc ce devoir nous incombe aujourd'hui à nous Jeunesse sénégalaise mais aussi africaine d'œuvrer de manière responsable et accepter de servir notre pays et notre continent pour une Afrique prospère et développée.

Un paradis en Afrique oui c'est possible !!!!

Moussa Camara

L'Afrique quinquagénaire – la nécessité d'un nouveau virage

En 2010, beaucoup de pays africains commémoraient avec faste le cinquantenaire de leur indépendance. Avec un arrière-goût d'inachevé car l'Afrique tarde toujours à amorcer un développement contrairement à des pays de l'Asie qui logeaient à la même enseigne qu'elle à l'époque.

L'Afrique noire est mal partie, martelait René Dumont comme dans un rêve prémonitoire au départ des indépendances africaines. Cinquante ans après, il n'y a pas matière à le démentir. Hélas ! L'Afrique continue de donner l'image de la vitrine de l'enfer pour son peuple : l'éducation est à la dérive, les maladies ravagent, la pauvreté se porte comme un charme avec son corollaire de mal vivre, la corruption fait son lit dans les différents pays africains avant de s'y métastaser tel un cancer, les conflits dévastent ...la liste n'est pas exhaustive. Je ne ressasserai pas les erreurs ou autres mésaventures vécues par le continent depuis les indépendances pour ne pas arracher des larmes aux âmes sensibles ou porter le coup de grâce à ceux qui souffriraient d'un infarctus du myocarde.

Au regard de ce tableau fort peu reluisant, il importe aujourd'hui pour le continent de faire un nécessaire exercice d'introspection pour rectifier le tir et amorcer un nouveau virage : celui d'un développement au prorata de ses capacités culturelles, économiques et humaines.

Le salut de l'Afrique réside aujourd'hui dans le sursaut d'orgueil teinté de réalisme et sous-tendu par une volonté politique prononcée des dirigeants. Bien entendu ceci nécessite un changement de comportement à divers niveaux. Tout d'abord, il importe pour les dirigeants et hommes politiques africains de sortir la politique de la logique "alimentaire" pour la mettre au service exclusif de la défense des intérêts du peuple. Et le peuple aussi ne doit pas se confiner dans un rôle de spectateur ou développer des attitudes clientélistes avec les dirigeants. Surtout la société civile qui ne doit pas s'inféoder au pouvoir politique mais jouer un rôle de chien de garde. Mieux s'ériger en garde-fou contre les dérives et autres manquements à la pour sanctionner les hommes politiques qui failliraient dans leur gestion de la chose publique. La démocratie leur offre cette opportunité via le vote. L'Afrique quinquagénaire est l'occasion inouïe pour les intellectuels africains, qui se targuent de décrocher les diplômes dans les prestigieuses universités du monde de mettre, in fine, leur savoir au service du développement durable de l'Afrique. C'est la seule fierté qui vaille. Les intellectuels africains doivent tomber "le masque blanc" qui ne convient guère à leur "peau noire". Allusion faite, pour paraphraser le Suisse Jean Ziegler, à cette bourgeoisie comprador encline à la reproduction des habitudes de consommation et des schèmes de pensées impérialistes, et qui participent au pillage des ressources humaines, agricoles et minières de l'Afrique. Les dirigeants africains doivent occuper la jeunesse du continent (les deux tiers de la population) pour en faire un facteur de développement au lieu de les laisser traverser la mer aux périls de leur vie à la quête d'un mieux être. Il s'agit pour l'Afrique donc, à l'instar des pays asiatiques comme la Chine, de rentabiliser son potentiel démographique (la population africaine estimée à 1 milliards d'habitants).

Aussi l'Afrique doit-elle se résoudre à échauffer un modèle de développement auto défini. Toute chose qui passe, bien sûr, par un soutien affirmé et sans faille à l'agriculture. Ceci est d'autant plus important que sept Africains sur dix vivaient, il y deux ans, de la terre. L'Afrique doit rompre avec la politique de la sébile en faisant une gestion judicieuse de ses immenses ressources, surtout en endiguant l'évaporation des fonds étatiques. De 1970 à 2008, 1800 milliards de dollars auraient quitté frauduleusement l'Afrique, selon le hors série n°24 de l'hebdomadaire panafricain Jeune Afrique. Le développement d'un marché intérieur est également un gage certain de l'épanouissement de l'économie africaine.

Les dirigeants africains ne doivent pas entrer, sans une mûre réflexion, dans le wagon de la mondialisation dont les thuriféraires prophétisent incontournable. Ils doivent savoir que la mondialisation s'insère dans une nouvelle forme d'accumulation progressive du capital symbolisé par le Consensus de Washington. Lequel consensus prône la réduction au strict minimum du rôle de l'Etat et privilégie la privatisation à savoir la vente des entreprises publiques au secteur privé ; la libéralisation des échanges et des marchés des capitaux par l'élimination des entraves au commerce et à la libre circulation des capitaux...Qui plus est, ledit consensus prête très peu d'attention aux questions de justice sociale, d'environnement, d'emploi etc. L'Afrique a traîné et continue d'ailleurs de traîner les séquelles des politiques inspirées du Consensus de Washington. Cette thèse a été corroborée par le prix Nobel d'économie 2001, l'Américain Joseph E. Stiglitz : « les règles qui régissent la mondialisation sont injustes. Elles sont spécifiquement conçues pour profiter aux pays industrialisés avancés...la façon dont la mondialisation est gérée prive les pays en développement d'une grande partie de leur souveraineté. Elle réduit considérablement leur liberté de prendre eux-mêmes des décisions dans des domaines essentiels au bien-être de leur population ». Des grands de l'Asie, notamment la Chine et l'Inde doivent leur brillante croissance actuelle à la résistance au consensus de Washington. Dans le contexte de la mondialisation, nous pensons que l'Afrique doit ranimer le concept des Etats-Unis d'Afrique pour rendre la monnaie de la pièce aux Kwamé Nkrumah, Modibo Keita, Julius Nyerere, Patrice Lumumba... Mais ceci passe, à notre avis, par la création préalable des ensembles sous-régionaux forts et viables avec une monnaie commune. On ne saurait terminer cette réflexion et passer sous silence la culture. Le berceau de l'humanité doit œuvrer davantage à la revalorisation de sa riche culture qui est un facteur de développement. Ceci est d'autant plus important et urgent que la domination technologique de Etats-Unis nous mène droit à ce que Ignacio Ramonet a appelé « la vassalisation culturelle ». A ce sujet, cette sentence lapidaire du savant sénégalais Cheick Anta Diop est à méditer : « l'humanité ne doit pas se faire par l'effacement des uns au profit des autres ; renoncer prématurément et de façon unilatérale à sa culture nationale pour essayer d'adopter celle d'autrui et appeler cela une simplification des relations internationales et un sens du progrès, c'est se condamner au suicide »

Paulin Yéra Bindia

Comment je vois mon pays dans trente ans ?

Situé dans la sous région ouest africaine, le Sénégal est un petit pays comptant quelques douze million d'âmes. Ayant connu l'atrocité de l'esclavage et l'expérience de la colonisation, il a réussi à décrocher son indépendance et à la conserver depuis une cinquantaine d'années. Le Sénégal est un pays sous-développé ou autrement dit, un pays du tiers-monde et fait partie des pays les plus pauvres du monde aussi. Pourtant même s'il avance au rythme d'une démarche de caméléon il tend, d'une manière ou d'une autre vers le développement vu qu'il fait des efforts dans les domaines socio-économiques, politique...

Il sied en ce moment de voire l'image qu'il aura ou que nous lui souhaitons d'ici trente ans. Est-il possible de projeter une vu d'ensemble d'ici là ? L'avenir de notre pays ne sera-t-il pas déterminé par nous-mêmes ? N'est-ce pas nous qui lui donnerons cette image ?

Nous sénégalais souhaitons faire de notre pays une terre riche et paisible. Mais pour pouvoir donner au Sénégal cette richesse les conditions à remplir équivalent à un parcours de combattant d'autant plus que le monde traverse d'énormes difficultés de crise. Néanmoins il possède un potentiel humain (la jeunesse) assez important et prometteur et des ressources naturelles. Ce potentiel admet au Sénégal un avenir prometteur. Il œuvre déjà dans plusieurs domaines pour espérer une bonne position de développement.

Le Sénégal commence à mettre l'accent sur les conditions à remplir pour se mettre dans la voie qui mène au développement. Cependant, des efforts remarquables sont à noter dans le domaine de l'éducation (l'une des racines incontournables du développement d'un pays) bien que les apprenants sénégalais sont actuellement constamment confrontés à une baisse de niveau. Le nombre d'analphabètes a beaucoup diminué ces années écoulées. L'importance de l'éducation est de taille dans des pays Sous développés comme le Sénégal étant donné qu'elle est source de l'amélioration des conditions socio-économiques du pays. C'est pendant le bas âge que l'on peut graver dans la conscience des enfants des leçons qu'ils n'oublieront jamais de leur vie. Donc il faudra en profiter pour leur donner de bonnes leçons. Pendant les cours a-t-on l'occasion de rassembler les enfants pour leur leur infliger une mentalité assez disciplinaire qui leur sera favorable d'acquérir civisme, patriotisme et tout ce qui va à l'encontre du développement durable réglant les problèmes spatio-temporels du pays. Avoir les enfants rassemblés, c'est une occasion pour les éducateurs de les enseigner non seulement les lettres et les chiffres mais aussi les valeurs humaines car ils sont comme des plantes qui viennent de pousser et qui ont besoin d'être maintenus droits. Madame Penda Mbow du Mouvement Citoyen a affirmé dans son exposé ayant pour thème : « Défis et perspectives de la demande sociale » pendant le forum organisé par la Fondation Konrad Adenauer le 30 Mai 2012 dans les locaux de la Fondation Konrad Adenauer que l'éducation doit être au cœur de la démocratie

D'une autre part le déficit à relever sur la santé semble encore autant plus important encore.

Bien que par là aussi des progrès sont à noter surtout avec la victoire quelque peu assurée face au paludisme par le gouvernement sénégalais. Mais beaucoup d'autres problèmes sanitaires restent encore à être réglés. L'Etat doit augmenter les structures de santé, le matériel et le personnel médicaux dans les coins les plus éloignés et enclavés de la capitale surtout pour permettre à tout le monde d'avoir accès aux soins.

La question de l'environnement (le fief de notre vie) dans ce cas n'est pas en reste. L'environnement est un sujet assez délicat et fait la ronde des thèmes de plateformes d'échange des rencontres d'expertes, d'élus et des ONG. Si l'Etat met en évidence toutes les théories issues de ces rencontres, il y aura beaucoup à espérer.

Les conditions de développement demandent aussi une bonne organisation sociale que le Sénégal entend s'en approprier par le biais de la démocratie. La démocratie a pris le dessus sur les enjeux, les risques auxquels le Sénégal faisait face aux élections présidentielles de 2012 avec une veille très agitée par les contestations contre la candidature du président sortant Abdoulaye Wade. Par contre, l'alternance s'est démocratiquement installée dans le calme contrairement à ce que tout monde craignait et s'attendait. Cette victoire de la démocratie comme on a l'habitude de le dire a vivement été saluée et prise comme exemple par la communauté internationale.

Au-delà de ces domaines qui ont l'air d'avoir des progrès et moteurs du développement viennent beaucoup d'autres dont il est difficile de contourner pour un développement durable comme l'aide de l'Etat, des ONG, des partenaires et de toutes bonnes volontés aux PME, aux groupements, monde rural etc.

Par contre les sénégalais pas trop animés par un esprit civique et patriotique s'adonnent des fois à des actes qui freinent souvent le développement de notre pays. Ils profitent de certaines manifestations pour piller les biens publics faisant des dommages matériels importants. Des biens que le gouvernement a beaucoup fait pour les trouver. Ils croient que c'est la seule façon au Sénégal de frapper à la table pour pouvoir se faire entendre. Par ailleurs Bien que les villageois vivent en parfaite connexion avec la nature qui est leur quasi condition de vie l'exploitation exagérée de nature nous mène directement au réchauffement climatique. La destruction de la nature participe activement à la dégradation de l'environnement.

Pour ce faire, la question : « Comment je vois mon pays dans trente ans ? » devient complexe à lui trouver directement une réponse puisque l'avenir d'un pays n'est pas figé et programmé, mais dépend plutôt de ce que font ses habitants aujourd'hui pour leur avenir. Donc tout ce que nous faisons doit être contrôlé pour que les répercussions futures, et les conséquences soient favorables à nous et aux générations futures. Pour voire le Sénégal développé d'ici trente ans, nous sénégalais devons nous mettre au travail pour remplir toutes ces conditions nécessaires de développement. Ce faisant l'espoir nous sera permise. Mais nous pouvons toujours estimer, avec ces progrès que le Sénégal a fourni en espace de quelques années, un pays beaucoup plus développé et riche dans un future proche sans oublier la lutte contre le changement climatique en protégeant l'environnement.

Sandra Bassabame

Comment je vois le Gabon dans trente ans ?

Comme de nombreux pays africains, le Gabon figure parmi les pays en voies de développement. Classé parmi les pays exportateurs de pétrole, le Gabon peine à satisfaire les besoins élémentaires de sa population qui est estimée à 1 534 300 habitants.

Le Gabon est un pays de l'Afrique centrale, traversé de l'Ouest à l'Est par l'Equateur sur une superficie de 267 667 km². Dans 30 ans, je vois le Gabon comme un pays industrialisé, qui diminuera la balance commerciale excédentaire, avec une consommation locale de bonne qualité. Je vois aussi le Gabon avec des infrastructures avant-gardistes, des infrastructures routières pour favoriser le commerce intérieur, des infrastructures portuaires performantes pour accroître les transactions maritimes et les infrastructures aéroportuaires lesquelles jusque là sont les moyens les plus rapides d'échanges entre pays.

Dans 30ans, je vois également le Gabon atteindre l'autosuffisance alimentaire, avec une couverture médicale accessible à toutes les couches sociales surtout pour la franche la plus défavorisée. De l'eau potable et l'électricité. Une éducation de qualité et compétitive. Sur un tout autre plan une liberté d'expression plus explicite, et une démocratie véritable.

Toutefois, pour atteindre cette vision du Gabon à meilleure vue dans 30 ans. Il faudrait tout d'abord palier à certain manquements.

Repousser les limites ethniques. Nombreux sont les pays africains qui ont compris la nécessité d'avoir une langue commune en dehors de celle du colon. Le Togo, la République démocratique du Congo et le Sénégal pour ne citer que ceux-là ont très bien compris les enjeux qui en découlent. Quelques années avant sa mort, le président Omar Bongo Ondimba émettait l'idée selon laquelle une langue le Kota serait enseignée dans les salles de classes. Cette nouvelle a vu l'opposition des différentes couches sociales qui ne comprenaient pas le choix de ladite langue au détriment des autres, surtout avec les 150 ethnies que compte le pays. Résultat le français est la seule langue de communication dans l'ensemble du pays. Cette situation favorise le vote ethnique et marque les limites géographiques.

Un gouvernement des actes. Ce qui condamne très souvent les autorités africaines c'est leur manque de rigueur face à certaines situations. Déjà sur le plan international, rares sont les dirigeants qui maîtrisent les différentes transactions effectuées entre pays, et les rapports existants entre les puissances occidentales. Sur le plan national, il faut que les décisions prises soient menées à terme avec une implication de la société. Et pour se faire, il faut une population attentive. Le laxisme est le propre de l'africain, il est temps que chacun prenne ses responsabilités.

Une jeunesse plus ambitieuse et compétitive. Bien que représentant la majeure partie de la population, la jeunesse gabonaise n'est pas entièrement consciente des responsabilités qui l'incombent. Il faut une jeunesse qui ose, qui lutte ou encore une jeunesse active. Pour l'instant, elle brille par son attachement à l'alcoolisme.

Aujourd'hui, 07 gabonais sur 10 consomment de l'alcool. Avec pour slogan « on va encore faire comment ? ». Pourtant, cette jeunesse a des spécificités positives et rares dans les pays africains : l'Education. En effet, la jeunesse gabonaise représente 73,7 % d'hommes instruits contre 53,3 % pour les femmes instruites.

L'amour du pays. Toutes ces choses ne peuvent se faire ou se vivre que si chacun met en avant son amour pour cette patrie pour laquelle ils se positionnent comme défenseurs.

Yao Yvah de Souza

Comment je vois mon pays d'ici 30 ans

INTRODUCTION

Notion complexe, le développement se réfère à des choix de société dans son usage courant. Il fait référence au développement économique. En cela il est assimilé à la croissance économique à laquelle s'ajoute l'amélioration de la répartition du bien être matériel et social pour une meilleure satisfaction des besoins essentiels. Si d'aucuns la font remonter au siècle des lumières, il va s'en dire que la croyance au progrès amène à considérer que le développement est une visée vers laquelle tendent les différents peuples, les différentes cultures. Le développement s'enracine donc dans un contexte précis de quête de productivité d'un idéal d'accumulation capitaliste. C'est pourquoi certains y voient une notion très européen-centrée.

Le but de toute nation est d'accéder au stade du développement intégral et de permettre à chacun de ses citoyens de vivre la vie qui a de la valeur à ses yeux, pour reprendre les mots du prix Nobel Amartya Sen. Le développement implique quelque chose de plus que la croissance économique définie généralement comme l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) d'une année sur l'autre. Il pourrait se traduire comme la croissance plus la transformation (Gérald M. Meier, 1995) et se manifeste notamment par l'amélioration des performances des facteurs de production, par la densification et la modernisation du réseau d'infrastructures, par le développement des institutions et par le changement des attitudes et des valeurs, et par « un mouvement haussier de l'ensemble du système social » (Gunnar Myrdal : le drame asiatique (1968)). Pour ce faire nous tenterons de définir le développement sous forme de trois dimensions.

1-Une dimension économique incontestable

Toute amélioration concrète de la vie des gens concernant (l'alimentation, la santé, l'habitat, l'éducation...) ne passe-t-elle pas nécessairement par l'augmentation des quantités de bien produit et l'accroissement correspondant des revenus? Même insuffisante, la croissance économique ne reste-t-elle pas une condition nécessaire du développement? Peut être pourrions nous être d'accord pour retenir une première composante, un début de contenu de la notion de développement? Ce serait un processus de satisfaction des besoins humains essentiels, besoins primaires, (santé, éducation...)

2-Une dimension sociale qui s'impose

Constatant que le modèle de développement universellement imposé aujourd'hui est un mécanisme d'exclusion et que nos sociétés paient très cher d'avoir « mis l'économie aux commandes ». L'économiste sociologue IGNACY SACHS écrivait « tout développement digne de son nom doit poursuivre comme objectif la justice sociale en respectant la nature et en tendant à l'efficacité économique mais sans que ces deux préoccupations deviennent une fin en soi. » L'économique doit être subordonné à un projet social

démocratiquement élaboré. Aujourd'hui nous serons sans doute d'accord sur l'idée si non l'expression que nous proposons de retenir comme deuxième composante de la notion de développement.

Un processus d'homogénéisation sociale nationale et internationale au sens le plus large c'est-à-dire une marche en avant vers l'égalisation de l'avoir du savoir et du pouvoir.

3- Une dimension culturelle trop négligée

La culture « fondatrice et finalité » du développement. La culture est sûrement encore oubliée du processus de développement. C'est évidemment parce que s'imposait une nécessité de « repenser le développement que les nations unies a lancé une décennie mondiale du développement (1988-1997) à laquelle ont participé l'ensemble du système des nations unies et dont la coordination a été confiée à l'UNESCO.

Ces activités répondaient aux quatre objectifs suivants :

- Prise en considération de la dimension culturelle dans les projets de développement
- Affirmation et enrichissement des identités culturelles
- Élargissement de la participation à la vie culturelle
- Extension de la coopération culturelle internationale

La culture est la source du développement dans la mesure où les sociétés y puisent les valeurs qui inspirent celui-ci et elle en est aussi à l'autre extrémité, la fin dans la mesure où ces sociétés sont en droit d'attendre du développement entendu au sens d'épanouissement de l'existence humaine sous toutes ses formes, dans sa plénitude un supplément de créativité et la liberté de faire leur choix. Le développement comme processus culturel ne peut être imposé de l'extérieur à partir d'un modèle préexistant, il est créé à l'intérieur de chaque société qui lui est propre.

I- PROFIL HISTORIQUE DE LA PARTICIPATION POPULAIRE DANS LE PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT AU SENEGAL

- Plan Économique
- Un système de crédit contrôlé par les étrangers;
- Un système d'encadrement inadapté et peu efficace;
- Une économie rurale dominée par les cultures rentes avec une faible productivité
- Plan Socioculturel
- Marginalisation des populations rurales considérées comme immatures
- Absence d'intégration des populations dans les sphères de prise de décision
- Les citoyens étaient victimes de l'idéologie assimilationniste, se trouvaient dans une situation ambivalente
- Plan Administratif
- Existence d'un déséquilibre administratif entre les régions :
- l'administration lourde et répressive était en faveur du maintien de
- l'ordre que pour appuyer et accompagner les efforts en vue d'un développement participatif.

II- PRINCIPALES THEORIES MODELES DE DEVELOPPEMENT (Exemple de la pensée de Rostow et d'Alexandre Gerschenkron)

Depuis de belle lurette, beaucoup de penseurs se sont penchés dans une dynamique de recherche des questions relatives au développement et au processus de changement tout au long de l'histoire. Ceci démontre que cette dialectique qui existait au lendemain de la 2eme guerre mondiale avec les rapports entre anciens colonisateurs et colonisés, dirigeants et opprimés ; ont tendance à perdre leurs autonomie et cela grâce à la naissance des nouveaux modèles capable de relever les défis auxquels font face les nouvelles nations. Parmi ces défis, notons l'acquisition des valeurs culturelles modernes, la mise en place d'institutions politiques et économiques modernes capable de promouvoir un progrès technique et économique afin de s'adapter aux changements.

W.W.ROSTOW : Dans sa thèse, l'auteur nous montre l'itinéraire auquel toute société en quête d'évolution devrait suivre pour aspirer à un changement intégré c'est dans cette même ordre d'idées qu'il nous dresse le passage de la société en 5 grandes étapes :

- La société traditionnelle
- La préparation du décollage économique
- Le décollage économique
- La maturité
- La consommation de masse

ALEXANDER GERSCHENKRON

Contrairement à Rostow, A. GERSCHENKRON montre que chaque société a ces caractéristiques qui lui sont propres d'où l'impertinence de la théorie de Rostow qui cherche à frayer une trajectoire de développement unique. Pour lui chaque société peut tendre au développement grâce à son propre modèle l'essentiel est d'exploiter ces propres ressources quel soit économique, environnementales, technologique etc. Hormis ces modèles de développement ci-dessus, il est souligné que le paradigme culturel est une des approches que les pays en voies de développement en particulier ceux du continent africain devraient développer pour tendre vers un progrès d'évolution.

III- LE SENEGAL : UN PAYS A DEVELOPPER PAR SES PROPRES RESSOURCES TERRITORIALES?

Pour discuter du développement d'un pays, il est nécessaire mais pas suffisant d'analyser les forces et les faiblesses en lien avec son contexte historique, politique, économique, social, culturel et environnemental. Aussi n'est-il pas pertinent de soulever les potentialités naturelles, physiques, géographiques et humaines en relation avec la connectivité mondialisée?

En faisant une rétrospective historique, le Sénégal est, a été et sera toujours un avant-poste territorial pour le développement de l'Afrique toute entière. Ibn Batouta comme Ibn Kaldoun ont signalé dans les récits historiques et édifiants de l'époque précapitaliste les avancées notoires de l'Afrique occidentale dans le commerce de l'or et de la gomme arabique dans les comptoirs d'échange avec l'Europe. Suite au changement du centre de

gravité du commerce africain des côtes de la méditerranée vers l'atlantique, les conquêtes coloniales ont brisé une économie qui, avait un potentiel à la hauteur des économies modernes. Le Sénégal est une richesse territoriale historique à revitaliser et le pays a les ressources potentielles d'un développement endogène.

Au plan politique, même si nous sommes une jeune démocratie, le contexte sociopolitique du pays est favorable pour une émergence. Le risque pays est presque nul selon les spécialistes de Bale I et Bale II. Pour appréhender un modèle économique du Sénégal, il est important de retracer les leviers territoriaux existants et à valoriser. Le Sénégal jouit d'un climat tropical de type sahélien favorable à une exploitation de l'énergie solaire. Le pays a un potentiel solaire incontournable à même de contrecarrer les difficultés énergétiques liées à une importation de pétrole aux coûts de revient exorbitants et aux impacts écologiques nuisibles à un développement humain durable. Situé en Atlantique Centre Est, le pays bénéficie d'un trait de 750 km de côtes, navigable toute l'année et un plateau continental riche en ressources halieutiques diversifiées.

Avec une population de 13 millions de personnes dont plus de 60% de jeunes en âge active, le territoire a un potentiel et un capital social non encore mis à l'épreuve du développement. Pour ne citer que ces possibilités explicites et implicites vers un décollage dans ce troisième millénaire, il est opportun de soulever quelques éléments à la portée du territoire national.

1. Le Sénégal a besoin de recentrer son développement (toujours exogénétique : irrigation des ressources du pays vers la ville de Dakar et ensuite vers les économies mondiales) sur le maillage économique et social des territoires de l'intérieur vers la sous-région. Sur ce point, un développement centré sur la dynamisation des économies régionales (par exemple la Casamance sur la transformation des fruits en jus, en nectars divers et produits dérivés; le Baol sur la production céréalière et la production d'aliments de bétail en lien avec le recyclage des déchets de l'industrie halieutique, les NTIC et le tertiaire supérieur; la Zone des Niayes dans l'agroindustrie moderne; la Zone sylvo pastorale dans la transformation du lait et des produits carnés; etc....);
2. La valorisation de l'artisanat local par la création des musées Baynunk, Casa, Fogni, Wolof, Serer, Peuhl, Malinké, Bassari accompagnés du développement de l'écotourisme dans les milieux naturels des îles du Sine Saloum, de la Petite- Côte, des fleuves Sénégal, Gambie, Casamance entre autres;
3. La mise en œuvre d'une politique d'appropriation de la pharmacopée locale (comme en Chine) par la valorisation des procédés traditionnels (le Toye, le dimbe, le ditakh, le made, etc.. avec l'appui de l'ITA, de l'UCAD, des centres de recherche de l'UGB, et des autres centres d'excellence universitaire)
4. La consolidation de la décentralisation par une meilleure allocation des ressources aux collectivités territoriales. Celles-ci méritent d'être formées à une efficacité et une efficience économique dans la gestion des ressources et des infrastructures socio-sanitaires.

IV-SOLUTIONS PERSPECTIVES

A la question de comment nous voyons notre pays d'ici 30 ans, nous osons dire avec plein d'espoir. Nous y croyons car il ya effectivement trois décennies que le MFDC déclencha une rébellion indépendantiste. Depuis le conflit ne s'est jamais véritablement éteint et a fait de milliers de victimes civils et militaires incluant morts et blessés, des dizaines de milliers de déplacés et réfugiés sans qu'on puisse en établir un bilan précis. Cette "guerre oubliée" de la Casamance empoisonne la vie économique et politique. Ce qui anéantit son potentiel agricole et touristique. Cette situation de ni paix ni guerre ne profite qu'à certains individus plus connus sous le vocable Messieurs Casamance déplore certaines ONG de la place. Voilà pourquoi il urge de s'interroger de la nature des vrais discussions et faire une invite au respect de quelques principes et valeurs devant régir toute société civilisée.

Ces principes et valeurs sont indissociables et complémentaires les uns par rapport aux autres en d'autres termes ils doivent s'inscrire dans un tout cohérent pour aspirer à un essor de développement caractérisé par un système hiérarchisé dominait par une répartition équilibrée de la recherche collective, l'entraide entre les personnes.

Parmi ces valeurs, nous avons :

- ✚ La justice sociale : elle constitue un outil permettant d'instaurer une répartition plus ou moins équitable et équilibrée des richesses entre membres d'une société. C'est un principe qui a pour soubassement non seulement la prise en compte, mais aussi la satisfaction des besoins des toutes les couches en particuliers celles vulnérables. Dans sillage nous pouvons paraphraser la pensée de William Ninacs qui démontre que le concept de justice sociale suppose l'élimination de toutes formes d'exploitation, de marginalisation, d'oppression, de discrimination et d'exclusion.
- ✚ La solidarité : de même que la justice sociale, la notion de solidarité cherche à promouvoir et à développer la concertation. Toute société qui aspire à un changement ne saurait se défère de cette pratique dont l'objectif fondamental est de créer au sein d'une communauté une assistance mutuelle entre les membres. C'est deçà que relève la nécessité de mettre en évidence l'intérêt convergent qui peut amener les personnes concernées à agir en faveurs des intérêts collectifs au détriment de ceux individuels ce qui leur permet de vivre en harmonie, dans un climat social apaisé.
- ✚ La démocratie : C'est une des valeurs qui a fait l'objet de débats passionnés dans les cercles universitaires, de même que les milieux gouvernementaux et non gouvernementaux du monde entier. C'est un principe qui favorise la participation des groupes sociaux défavorisés à promouvoir un fonctionnement démocratique dans leurs espaces de vie commune. Sous un autre regard, cette pratique cherche une parfaite implication et la participation sociale des personnes dans l'oppression de leurs problèmes, leurs besoins ainsi que dans le choix de leurs objectifs et des moyens à mettre en œuvre.
- ✚ L'autonomie : connue sous le nom d'empowerment, elle cherche à accroître le pouvoir personnel et collectif à contrôler sa propre destinée. C'est un concept qui renforce le pouvoir la capacité d'une collectivité à participer pleinement dans les instances décisions.

- ✚ Le respect : A côté de ces valeurs précitées, celle liée au respect occupe une place primordiale dans un processus d'intégration et de changement. Elle a pour postulat de base que toute personne a le droit d'agir librement dans un groupe où une collectivité. C'est la raison pour laquelle elle est considérée comme valeur de référence qui exige le respect de l'individu au niveau de son intégrité, de sa liberté, ses croyances, ses valeurs etc.

Ces principes et valeurs nous rappellent l'exposé que Mme Susanne Vogt (experte en Economie Sociale de Marché du siège de la FKA en Allemagne)avaient animé au grand bonheur des boursiers de la FKA le Mercredi 04 Mai 2011 au siège de la FKA Dakar . Elle disait alors que : "pour équilibrer le principe de la liberté du Marché avec une harmonisation sociale en vue d'accroître la postérité et d'améliorer le niveau de vie, quatre principes sont fondamentaux en l'occurrence :

- La personnalité ;
- L'intérêt commun ;
- La solidarité ;
- Le principe de subsidiarité.

CONCLUSION

Le Sénégal peut, pourra et devra se développer si nous travaillons simplement pour une appropriation des leviers socioéconomiques et territoriaux existants. Cependant, aucun développement n'est possible dans le bruit, la discorde, la cacophonie, l'oisiveté ou l'inconscience citoyenne. L'ensemble des Sénégalais (politiques, décideurs privés, chercheurs, étudiants, communautés de vie, jeunes, vieux, hommes et femmes) sont appelés à une plus grande ouverture d'esprit pour un décollage imminent de notre TERRITOIRE. Aucune puissance industrielle, Nord Américaine, Européenne ou Asiatique, ne peut nous assister ou nous accompagner dans le développement!!! A nous de nous retrousser les manches pour aller vers l'équité, l'égalité des chances, la responsabilité, le patriotisme, la citoyenneté et la rigueur dans le travail pour un Sénégal épanoui dans l'ensemble de ses localités. Pensons globalement mais agissons localement pour un territoire retrouvé autour de son potentiel académique, social, naturel, culturel, religieux et politique dans une économie épanouie et une gouvernance éprouvée. Ce qui passe nécessairement par l'instauration d'une paix définitive en Casamance et dans les pays de la Sous Région à l'image de la Guinée et du Mali voisin.

Sekou Gadjigo

Comment je vois mon pays (le Mali) d'ici 30 ans ?

Le Mali : situé au centre de l'Afrique de l'ouest, avec une superficie de 1 240 000 km² pour plus de 13 millions d'habitants. Un pays pauvre dont l'économie est essentiellement basé sur l'agriculture, les ressources minières. Pays reconnu à travers le monde pour son histoire ; sa diversité culturelle et ethnique. Le Mali après son indépendance, et le renversement de son premier régime (communiste), a beaucoup souffert du régime dictatorial (23 ans) du Général Moussa Traoré. Après plus de décennies d'oppression, de manque de libertés même les plus fondamentales, d'extrême pauvreté, ce régime a été renversé en 1991 par un jeune lieutenant colonel Amadou Toumani Touré et le pays accéda à la démocratie. Beaucoup de partis politiques ont vu le jour, des élections (présidentielles et législatives) sont organisées. A la suite de ces élections le président Alpha Oumar Konaré a été élu. La communauté internationale a qualifiée ces élections de crédibles, ce qui pouvait se comprendre aisément car le pays était à sa première expérience. A la fin des deux mandats de ce premier président en 2002 d'autres élections sont organisées à la suite desquelles l'ancien putschiste Amadou Toumani Touré (qui avait démissionné de l'armée) est élu. Mais cette élection présidentielle a été encore moins transparente que les deux précédentes de 1992 et 1997. Il arrive à se faire réélire pour un second mandat.

L'avenir de mon pays est aujourd'hui incertain

Pendant ces vingt années de démocratie le pays a fait de grands progrès en termes d'infrastructures routières, scolaires, et a également mis en place une bonne politique de décentralisation. La liberté d'expression de presse (un peu à désirer) et d'associations était perceptible. Le pays avait connu une certaine stabilité politique et commençait à être cité parmi les exemples de démocratie en Afrique.

Mais le Mali a également trainé des lacunes durant ses vingt années de démocratie (surtout sous le régime d'Amadou Toumani Touré), qui devaient être rapidement corrigés. Malheureusement ce qui n'a pas été le cas. Parmi ces lacunes on peut citer la corruption généralisée, le népotisme, la culture de la médiocrité, l'impunité, la pauvreté grandissante, et la non consolidation des acquis démocratiques. On a oublié que la démocratie n'est jamais un combat fini, c'est une lutte de tous les jours, et qu'elle devait se consolider de jour en jour. Une grande partie de la population frustrée de voir une minorité profiter des ressources de l'Etat. Et dans cette atmosphère délétère, la moindre grogne pouvait provoquer une explosion de colère collective. Et c'est ce qui est arrivé et qu'a amené le putsch du 22 Mars 2012 pendant que le pays faisait face à une série de rébellion, instaurant du coup le chaos total.

Aujourd'hui, avec la situation qui prévaut, je peux dire que l'avenir de mon pays plus qu'incertain. Le pays est de facto divisé en deux, le nord (2/3) du pays étant occupé par des groupes rebelles. Et l'absence d'autorité due à une instabilité notoire au sein du pouvoir central. L'image du pays est très écornée dans le monde. Il faudra d'abord essayer de sortir de ce borborygme pour penser à construire le futur.

Quelques solutions pour sauver le bateau ivre Mali.

Pour cela, tous les enfants du pays doivent :

- S'unir en mettant de côté les considérations politiques et ethniques, et penser à rétablir l'intégrité territoriale du pays, son unité et sa stabilité.
- Penser à instaurer une vraie démocratie à travers l'organisation d'élections transparentes et acceptées de tous, et l'établissement d'institutions fortes.
- Faire de la bonne gouvernance leur credo. Changer les comportements en bannissant certains comportements tels que : la corruption, le népotisme, l'impunité.
- Donner à l'éducation toute l'importance qu'il lui faut. Car il faut un peuple mature et bien cultivé pour une vraie démocratie. L'épineux problème de l'école n'a jamais été résolu depuis l'avènement de la démocratie. L'école a été gangrenée par la politique.
- Repartir équitablement les ressources de l'Etat entre toutes les couches de la société.

S'il est vrai que la situation à laquelle le Mali est confronté est du d'une part à l'incurie du régime d'Amadou Toumani Touré, qui n'a rien fait pour prévenir cette situation alors qu'il le sentait venir. Mais il faut également dire que l'OTAN doit être le principal accusé dans cette crise malienne. L'OTAN qui a soutenu les rebelles libyens en leur fournissant des armes mais contrairement n'a rien fait pour empêcher les différents groupes rebelles de se procurer des armements et de venir attaquer le Mali. La partie nord du pays constitue une véritable convoitise pour les puissances occidentales à cause de la richesse de son sous-sol en pétrole. Mais l'occident doit également penser à œuvrer à la pacification et la sécurisation du nord du Mali, car l'instabilité dans cette partie risque de déstabiliser toute la sous région. Ce qui n'arrangerait pas, à mon sens, l'occident.

Loin de moi un sentiment de pessimisme, les maliens doivent se transcender et mettre le mali au dessus de tous, pour renverser cette situation. Nous sommes devenus la risée du monde aujourd'hui.

Nicolas Christian Tendeng

Comment je vois mon pays d'ici 30 ans ?

Plan :

- Perspectives
- Problèmes
- Défis
- Vision politique.

INTRODUCTION GENERALE

Tout d'abord faisons une brève présentation de notre pays :
Le Sénégal est une République laïque. C'est un pays d'Afrique de l'Ouest, ouvert sur l'océan Atlantique ; sa capitale est Dakar. Le Sénégal est un pays sous développé avec une superficie de 196 722 km² et une population estimée à 13 millions d'habitants. Le français est la langue officielle au Sénégal toutefois on dénombre plusieurs autres langues codifiées parmi lesquels le wolof qui est la principale langue parlée au Sénégal, et une diversité ethnique qui n'empêche en rien l'unité et la cohésion nationale.

Comment je vois mon pays d'ici 30 ans ? Voilà une bonne interrogation !
La réponse à cette question peut être résumée en ces termes :
UN PAYS DEVELOPPE SENEGALAISEMENT.
Cette réponse ne saurait être qualifiée d'onirique car cela est parfaitement réalisable. Cependant le Développement d'un pays exige un préalable qui consiste à une analyse rationnelle des perspectives de Développement et des problèmes qui freinent ce Développement. Cette analyse devrait, à terme, établir les défis à relever pour permettre de dégager une vision politique pouvant aboutir au Développement escompté.

Nous aborderons le thème de notre réflexion en essayant de voir dans un premier temps les perspectives de développement qui s'offrent à notre pays, en suite nous verrons les problèmes qui peuvent freiner l'essor de notre pays vers le Développement, puis les défis à relever, et enfin la vision politique adéquate.

LES PERSPECTIVES

A l'horizon 2042, c'est-à-dire d'ici 30 ans, il ne saurait nullement être une exagération que de soutenir que le Sénégal sera un pays Développé. En effet, il existe de réelles perspectives de Développement qui s'offrent à notre pays parmi lesquelles :

- L'éducation et une bonne formation de la jeunesse. Cette formation doit être spécifique et bien ciblée selon les besoins du pays dans tous les secteurs d'activités,

- Une couverture santé effective pour toutes les couches de la population grâce à des mécanismes contrôlés et bien maîtrisés,
- L'industrialisation progressive de l'agriculture et de l'élevage,
- Une meilleure structuration du secteur des transports terrestres,
- Une dynamisation du secteur ferroviaire, condition sine qua non pour le désenclavement de certaines localités du Sénégal telle que la casamance naturelle,
- Une valorisation et une sécurisation étatique des secteurs névralgiques de notre pays tels que les télécommunications, les transports aériens, le secteur énergétique, et j'en passe.

Notez que la liste est loin d'être exhaustive.

Ces perspectives de Développement citées ci-dessus peuvent paraître quelque part très ambitieuses mais je reste persuadé qu'elles ne sont pas hors de portée pour notre pays qui regorge d'importantes ressources humaines sur le plan intellectuel. Toutefois, il se pose naturellement des problèmes quant à leur effectivité. Parlons-en !

LES PROBLEMES

Il nous est impossible d'énumérer ici tous les obstacles au Développement qui freinent l'émergence de notre pays. Cependant nous pouvons en citer quelques uns :

- L'absence d'un Etat de Droit qui n'existe que dans les textes mais en réalité on constate par exemple l'existence d'une justice à double vitesse,
- Le manque de civisme des Sénégalais qui se caractérise par une indiscipline notoire et un parfait laxisme dans plusieurs secteurs d'activité de notre pays notamment dans ceux des transports publics, du commerce, de l'éducation, et parfois même de la part de nos gouvernants (allusion est toute faite au défunt régime libéral),
- L'instabilité du secteur scolaire et universitaire posant ainsi le problème de la formation des jeunes,
- La montée en puissance du secteur informel due au manque d'emploi surtout des jeunes favorisant ainsi une anarchie progressive dans certains secteurs d'activité de l'économie sénégalaise tel que celui du commerce.

Là aussi notez que la liste n'est pas exhaustive.

Après avoir identifiés ces problèmes, essayons de voir les défis qui en résultent car comme nous le savons tous : la gangrène nécessite une intervention chirurgicale et non une simple désinfection de l'épiderme.

LES DEFIS

Les défis consistent essentiellement à :

- Instaurer un réel Etat de Droit qui mettra sur pied une Administration rigoureuse, forte, et dynamique. En d'autres termes éradiquer systématiquement ce que j'appelle le « Massla étatique » constaté dans presque tous les secteurs d'activité,
- Remettre les Sénégalais au travail à tous les niveaux,
- Changer de mentalité tout en sauvegardant nos valeurs traditionnelles. Car comme l'a si bien dit le vénéré Dalaï Lama je le cite : « Ouvrez vos bras au changement mais ne laissez pas s'envoler vos valeurs. » fin de citation.
- Encourager le patriotisme à travers des initiatives étatiques allant dans ce sens,
- Miser sur le pragmatisme et non sur le verbalisme.

Certes ces défis ne sont pas des moindres mais ils ne sont pas non plus insurmontables pour une simple raison : Quand on sait où on va et surtout pourquoi on y va, on a plus le droit d'avoir peur de recommencer en cas d'échec ou d'obstacles pressants. A cœur vaillant rien n'est impossible dit-on.

Les difficultés ne manqueront certainement pas mais ayons toujours à l'esprit cette phrase du Président ROOSEVELT qui disait, je le cite :

« Il y a quelque chose de pire dans la vie que de n'avoir pas réussi : c'est de n'avoir pas essayé. » fin de citation.

LA VISION POLITIQUE

« Le genre de graines que je plante détermine le genre de moisson que je récolterai. ». Il me semble que nos gouvernants ne sont pas tellement conscients de la portée de ce proverbe africain qui pourtant résume en une seule phrase toute une réalité. A mon sens la principale vision politique du Développement réside essentiellement sur une bonne éducation ainsi qu'une formation adéquate et ciblée des jeunes. C'est cela le roc sur lequel devra s'appuyer notre pays pour prétendre au Développement. Bien évidemment, investir sur la formation de la population jeune sous-tend une valorisation et une redynamisation du secteur tertiaire à travers la création d'industries performantes capables d'absorber les jeunes issus de ces formations.

Tant que nos dirigeants politiques se limitent uniquement à dire que la jeunesse est l'avenir du pays et ne font rien pour assurer valablement la relève, notre pays ne saurait prétendre à quoi que ça soit tend sur le plan du Développement que sur celui de son rang dans l'échiquier politique mondiale car comme l'a si bien dit ce proverbe africain : « On ne demande pas à une souris d'aller séparer les chats qui se battent. ». Alors à bon entendeur, salut !

CONCLUSION

A la lumière de notre étude, je pense qu'il est tout à fait établi qu'il n'est nullement utopique de penser que notre pays a les moyens (surtout en ressources humaines) de mettre le cap sur le Développement à l'horizon 2042.

Soyons tous conscients qu'on ne fait jamais ce qui marche mais on fait marcher ce qu'on fait. Un sage de mon village me disait assez souvent, je le cite : « Mon fils sois acteur de ta vie et non juge et spectateur de celle des autres. » fin de citation. Eh bien chers camarades boursiers de la FKA, j'aimerais vous associer à ce conseil en vous disant ceci : soyons acteurs dans la marche de notre pays vers le Développement et non juges et spectateurs de ce qui se passe dans les pays Développés. Alors agissons pour notre pays !

MOT DE LA FIN

Je ne saurais terminer mon propos sans rendre, hic et nunc, un vibrant hommage à la fondation Konrad ADENAUER, notre chère fondation.

Je m'en vais adresser mes chaleureuses félicitations à toute l'équipe de la FKA pour cette belle initiative et pour l'excellent travail qu'elle ne cesse d'abattre quotidiennement au service du Sénégal et de l'Afrique de manière générale.

Je pense que l'un des grands mérites de la FKA c'est d'avoir osé miser sur la jeunesse sénégalaise et africaine en général en ne ménageant aucun effort pour relever ce défi qui n'est pas des moindres : Merci infiniment pour tout.

Chère fondation Konrad ADENAUER,
Mes chers camarades boursiers,
Je vous remercie de votre aimable attention.

Gata Doré

Que sera mon pays dans 30 ans ? Vision d'un jeune Guinéen.

Tenez, prenez ma main et suivez-moi. Il s'agit ici d'une projection dans le futur, et ce, pour participer d'une certaine manière au développement positif de ma chère nation mais aussi de mon cher continent, L'Afrique.

Indépendant depuis le 02 octobre 1958, la République de Guinée a fait un bon bout de chemin touffu d'obstacles et de réussite. Et il en reste encore, encore et encore à parachever.

Alors comment je vois cette portion de terre du continent africain dans 30 ans ? Notre République de Guinée dans 30 ans sera un village où il fera vraiment beau vivre en harmonie avec la nature, un mariage sans divorce. Un village où personne ne sera dépaysé. Tout le monde vivra dans une harmonie dans le vrai sens du terme. On y connaîtra pas l'ethnocentrisme, le népotisme, la corruption, l'injustice, et que sais je encore ! Tous les nouveaux guinéens (dans 30 ans) auront la paix du cœur pour vivre ensemble. Mais pour ce faire, quels sont les préalables pour que dans 30 bonnes années la République de Guinée puisse être un eldorado, comme on l'appelait dans les années 50 : « Perle de l'Afrique de l'Ouest ».

Dans 30 ans, la pénurie d'électricité et le manque d'accès à l'eau potable seront des vieux souvenirs pour tous les fils du pays. Et les enfants ne crierons jamais « Wéééé tayi faaaa » (l'électricité est de retour). Papa et maman ne se seront également pas contraints d'amener la Télé familiale à la réparation chaque semaine.

Nous ne misons pas sur les grands barrages hydroélectriques ou des centrales, mais nous misons sur l'énergie renouvelable. Nous faisons allusion à l'énergie éolienne et l'énergie solaire. Car, l'Afrique est le continent où ces énergies produites par la nature restent inexploitées. Et à ma connaissance, l'exploitation de ces énergies ne coûtent aucun danger et pour les êtres humains et pour la nature.

La République de Guinée, selon certains experts et scientifiques, est un château d'eau de l'Afrique de l'Ouest. Mais paradoxalement, ce château d'eau à du mal à servir de l'eau potable à tous ses fils du pays. Quel paradoxe ! Dommage.

Mais après trois (03) décennies de durs labeurs, de combats, de bravoures, de persévérance et de pragmatisme, ma patrie va être dotée de plusieurs usines de production d'eau potable. Et ces usines seront le patrimoine privé et de souveraineté de l'Etat. Pas d'investisseurs étrangers ni de bailleurs de fonds. Ainsi, chaque ménage aura facilement accès à une eau potable de très bonne qualité et à moindres coûts. Ma sœurs, mon frère, mon cousin et moi n'auront plus l'obligation d'aller chercher de l'eau potable à des kilomètres de la maison dans une capitale des années 2000. On ne sera plus contraint de rester éveiller jusque tard dans la nuit pour attendre l'arrivée de l'eau de pompe pour en conserver dans le but de satisfaire peu soit-il des besoins vitaux.

Et dans ce secteur (accès à l'eau potable), l'Etat guinéen sera parfaitement présent dans le processus avec des investissements propres puisés dans le trésor public. Il n'y a aucun doute au niveau de la participation du peuple. Car, ce peuple a d'ores et déjà fait ses preuves en cotisant massivement et sans distinction le capital pour la construction du Barrage hydroélectrique « Garafiri ». Une construction qui a été un échec total qui ne dit

pas son nom. Ce barrage, s'il réussissait selon les experts, allait être l'un des barrages les plus importants de la sous-région. Toutes ces erreurs sont perçues comme des notions à ne plus oublier.

Dans l'optique de l'autosuffisance alimentaire, avec ses 1.161 cours d'eau, ses 23 bassins fluviaux et 99.168 km² de superficie des bassins versants, la Guinée aura des canaux d'irrigations, des plaines pour la riziculture, la pisciculture et autres. Ainsi, aucun guinéen ne dira qu'il a faim. Les trois (03) repas quotidiens vont être respectés avec des aliments solides et riches en vitamine. Tout sera possible avec nos 1 milliard 518 millions de m³, selon les prélèvements d'eau en 2000. Les plus âgés auront droit au petit déjeuner. La République de Guinée aura la chance d'être le grenier de la sous-région sans aucun problème. Nous viendrons porter main forte à nos frères du sahel et de la corne de l'Afrique. On n'aura plus des gros investissements à faire pour payer le riz asiatique et autres. Nous serons autonomes dans tous les secteurs de l'alimentation. Nous allons cultiver et consommer local.

En outre, comme au temps du premier régime après l'indépendance, toutes les promotions sortantes auront de l'emploi. Mais malheureusement depuis 1984, aucune promotion universitaire n'a été embauchée. Cela avait fini par créer un phénomène d'abandon des études. Nos Universités sont devenues des « laboratoires de chômeurs annuellement ». Dans 30 ans, nous voyons la République de Guinée dotée d'Universités dignes de ce nom, et ce, dans toutes les grandes villes administratives. Des Universités de profession et non des Universités d'enseignement général. Des facultés y seront construites non pas pour la massification mais en proportion avec la demande de l'emploi sur le marché.

Les enseignements dans ces universités seront essentiellement basés d'une part sur la culture, l'amour de sa patrie, le respect des institutions étatiques et le partage. Il faut réussir à construire un « Nouveau Type de Guinéen » (NTG). Que chacun sache que le progrès de la nation dépend avant tout de soi. Chacun doit se sentir comme centre de gravité pour l'épanouissement de la République. Nous devons accepter notre propre passé et notre histoire. Comme on le dit, quelle que soit la laideur de sa maman, elle reste et demeure sa maman. On n'y peut rien. Dans trois (03) décennies, les Guinéens devront s'accepter comme des frères et sœurs et non comme des ennemis. Ensemble, ils sont contraints de vivre. Car ils portent d'ores et déjà le nom « Guinéen » et ça on n'y peut rien.

La République de Guinée, après 30 ans, sera présentée comme une petite nation émergente qui n'a plus besoin des « injections extérieures » pour vivre. Plutôt, c'est elle qui commencera à donner aux autres frères du monde. Et comme je l'ai mentionné un peu plus haut, avec l'autosuffisance alimentaire, la Guinée pourrait devenir le grenier de la sous-région.

Sur un autre volet, on pourrait dire qu'on a d'ores et déjà pris notre dose d'instabilité politique. Et bienvenue à la Démocratie. Dans 30 ans, la République de Guinée sera citée comme un pays totalement démocratique. Il ne s'agira pas seulement d'une question d'alternance politique ou de régime. Je vois une démocratie pure et dure dans le vrai sens du terme.

Une « démocratie guinéenne » où le citoyen est la pierre angulaire de toutes les décisions sociétale, quelle qu'elle soit. Le citoyen doit et reste le détenteur du pouvoir. Une « démocratie guinéenne » où également les droits de l'Homme seront à la une. Le respect d'une Justice pour tous doit être à l'honneur avec une indépendance totale du pouvoir judiciaire.

Il y a encore des mots pour décrire la République de Guinée dans trois (03) décennies. Et il serait trop dire de vous promettre la description totale de ma chère Guinée dans 30 bonnes années. Tout ce qu'on peut retenir, c'est que la République de Guinée dans les trois (03) prochaines décennies sera un eldorado où il fera merveilleux vivre en parfaite harmonie avec la nature.

Voilà, je crois que je peux laisser votre main et je vous demande humblement de continuer le chemin sans moi. Surtout n'ayez aucune crainte, car vous avez d'ores et déjà la bénédiction du ciel. Continuez le chemin avec la persévérance et le pragmatisme, je ne suis pas loin.

Gata Doré

Président du REBAFKA
Réseau des boursiers et anciens boursiers de la FKA